

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Iran

**La reconstruction de l'Etat bourgeois
et la guerre civile au Kurdistan**



Un commando du PDK

Brésil

**La grève des métallos a révélé
les limites de la «libéralisation»**

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

Numéro 78 du 29 mai 1980

Page 3	IRAN I. La reconstruction de l'Etat bourgeois et la guerre civile au Kurdistan	Michel ROVERE
Page 11	SUEDE Rien ne sera plus comme avant	Tom GUSTAFSSON
Page 16	PAYS DE L'EST Tensions et crise en Europe orientale	Ernest MANDEL
Page 24	BRESIL La grève des métallos a révélé les limites de la «libéralisation»	Daniel BENSAID
Page 32	Les problèmes de la construction du Parti des Travailleurs	Daniel BENSAID
Page 37	EL SALVADOR Sous couvert de réforme agraire, la répression s'accroît	Pierre SYLVAIN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENTS - 1 AN - 25 numéros

Pour tous pays 130 francs français
Par avion : Europe, 145 francs; Amérique, Afrique, Asie, 180 francs (ou 45 dollars US, 50 dollars canadiens) ; Afrique du Nord, 150 francs; Moyen-Orient, 150 francs
Pli fermé : France, 200 francs; tous les autres pays, 230 francs; par avion, nous écrire

Nom

Prénom

Adresse

Pays

VERSEMENT :
Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC (Presse-Edition-Communication)

adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir -
93100 - MONTREUIL - France

ou

VIREMENT à :
PEC - BNP Agence Robespierre
153, rue de Paris
93100 - MONTREUIL
Compte no : 230 179/90

«INPRECOR» Edité par «Presse-Edition-Communication», Administration : 2, rue Richard Lenoir, Montreuil
Directeur de publication : Robert MARCH - Imprimé par ROTOGRAPHIE (Montreuil)
Commission paritaire : N. 59 117 Gérant : Jacques GIRMA ISSN - 0378-8342

I. La reconstruction de l'Etat bourgeois et la guerre civile au Kurdistan

Michel ROVERE

Avec l'élection du Majless (parlement) iranien et l'ouverture de ses travaux, le 28 mai prochain, un premier terme de la phase transitoire de mise en place des institutions de la République islamique s'achève. Cette phase avait été inaugurée dès avant l'insurrection victorieuse des 9, 10 et 11 février 1979 qui avait mis bas la monarchie Pahlavi. La victoire écrasante du Parti républicain islamique (PRI) dans ces élections, le rebondissement de la crise entre le PRI et le président de la République Bani Sadr, à propos de la nomination par ce dernier d'un premier ministre de son choix sans tenir compte du PRI, montrent — après la lutte qui a opposé les diverses factions du régime à propos de la libération des otages — à quel point cette «institutionnalisation» de la République islamique reste fragile; comment elle s'accompagne d'une crise chaque jour plus marquée de cette direction nationaliste bourgeoise qui n'est pas encore parvenue, tant s'en faut, à stabiliser son système de domination. Il suffit pour s'en convaincre de mesurer le chemin qui lui reste à parcourir pour achever de reconstruire son appareil d'Etat, en premier lieu ses institutions répressives, et surtout à créer les conditions politiques et sociales d'une stabilisation. Il est évident que le principal obstacle sur cette voie reste le très haut degré de mobilisation et de combativité des masses iraniennes des villes et des campagnes, dès lors que celles-ci, malgré l'énorme décalage qui continue d'exister entre leur combativité et ses formes d'expression politiques, n'ont subi pour l'ins-

tant aucune défaite d'ampleur décisive.

C'est dans un tel contexte, d'approfondissement du sentiment anti-impérialiste des masses iraniennes, de développement des mobilisations agraires, de relance du mouvement des nationalités et d'accumulation par la classe ouvrière iranienne de toute une série d'expériences de lutte et de contrôle, que s'inscrit le dernier tournant droitier du régime, assumé dans des formes différentes par toutes ses composantes et dont les deux points forts ont été jusqu'à ce moment, la nouvelle offensive militaire contre le Kurdistan et l'attaque contre les Universités.

Ce tournant se manifeste dans tous les aspects de la vie sociale et politique, et a d'importantes répercussions, par exemple, dans la confrontation avec l'impérialisme.

La mise en évidence de ce nouveau tournant, et les nécessités tactiques qui en découlent pour l'intervention en Iran et à l'extérieur de l'avant-garde marxiste révolutionnaire n'impliquent en aucune façon un pronostic sur les chances de réussite de cette politique. Rien ne permet en effet de préjuger qu'elle aboutira à une stabilisation prolongée ou à plus forte raison à un renversement qualitatif du rapport des forces entre les classes fondamentales en présence.

Au contraire, son échec prévisible ne pourra que renforcer les processus centrifuges et accentuer la polarisation entre les forces sociales. Il pourrait porter à de nouveaux niveaux le combat anti-impérialiste et la lutte anti-capitaliste.

★

Dès le début du processus révolutionnaire iranien nous avons signalé le caractère «exceptionnel» que revêtait la direction Khomeiny en tant que direction nationaliste bourgeoise. Ce caractère «*exceptionnel*» s'est manifesté au moins à deux reprises:

1. Dans la période de septembre 1978 à février 1979, cette direction s'est révélée capable de diriger partiellement et de chevaucher jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au renversement final de la monarchie, le mouvement de masse en avançant sans discontinuer un mot d'ordre central «*dehors le chah — dehors la monarchie*»

2. Depuis novembre 1979, même si l'on tient compte de l'aspect «*manœuvrier*» que revêtait l'occupation de l'ambassade US après l'échec flagrant de la première offensive militaire du régime contre le Kurdistan, il est certain que la direction Khomeiny, en couvrant sinon en commanditant le groupe des «*étudiants suivant la ligne de l'Imam*» a élevé comme peu d'autres directions nationalistes bourgeoises l'ont fait, la barre de la confrontation politique avec l'impérialisme.

A telle enseigne que c'est contre la révolution iranienne que Carter a testé la première initiative militaire d'agression à force ouverte tentée par les Etats-Unis depuis leur échec retentissant de 1975 au Vietnam. A partir de cette analyse sur le caractère «*exceptionnel*» de la direction Khomeiny, nous expliquons qu'il convient de ne pas sousestimer les rapports particuliers que cette direction entretient encore avec de larges secteurs du mouvement de masse, au moins dans les provinces persanes, notamment avec ces

secteurs, le prolétariat, la paysannerie pauvre et l'énorme masse des couches plébéiennes, dont l'alliance constituera le moteur social de toute trans-croissance socialiste de la révolution iranienne.

Mais une telle appréciation ne modifiait en rien notre jugement sur l'incapacité stratégique de cette direction, dans ses diverses composantes, de résoudre les problèmes de fond posés dès le début par le développement de la révolution iranienne : à commencer par des revendications « démocratiques » telles que la rupture des liens avec l'impérialisme, la solution de la question agraire et de la question nationale. Au contraire, la direction Khomeiny a toujours cherché à accomplir ses objectifs de classe — les solutions proposées à cet effet variant selon les secteurs et les fractions de cette direction et l'évolution de la situation — à savoir : la reconstruction de l'Etat bourgeois, le maintien de la propriété privée des moyens de production et la relance de l'économie capitaliste. Ainsi dès le début, en s'opposant à des mouvements de masse concrets, cette direction s'est également comportée comme une direction s'opposant à un approfondissement de la révolution. « *Et le prestige de cette direction, ainsi que l'affirmait la résolution de la IVe internationale d'avril 1979, représente la principale carte que peut jouer la classe dominante iranienne pour accomplir son projet de restaurer un appareil d'Etat stable et installer une direction politiques bourgeoise pour freiner puis briser le processus révolutionnaire.* »

LA RECONSTRUCTION DE L'ETAT DE DROIT

C'est dès avant l'insurrection finale des 9, 10 et 11 février 1979 que la hiérarchie chiite, avec Khomeiny à sa tête, s'est employée à préserver ce qui pouvait l'être de l'ancien appareil d'Etat de la monarchie (1).

La nomination par Khomeiny, après son retour en Iran, du

Conseil de la Révolution islamique, puis la désignation d'un « *Gouvernement provisoire révolutionnaire* » présidé par Mehdi Bazargan avaient pour but d'éviter toute « *vacance du pouvoir* » au moment de la transition entre l'ancien régime et le nouveau, alors que les jours du gouvernement Bakhtiar, dernier Premier ministre du chah, étaient comptés.

Les pourparlers entamés avant et pendant l'insurrection avec des secteurs de l'état-major impérial, le refus obstiné au cours des journées des 9, 10 et 11 février de la direction chiite et de Khomeiny lui-même de lancer le mot d'ordre d'insurrection, alors que celle-ci était entamée, la volonté de limiter au maximum l'ampleur des combats et surtout des distributions massives d'armes à la population, l'ordre de rendre ces armes dès la fin des combats et le refus de dissoudre ce qui restait de l'armée impériale, malgré les exigences d'une partie du mouvement des soldats et des homofars, techniciens de l'aviation, ont été le *test décisif* pour vérifier la nature de classe de cette direction, parce qu'ayant lieu dans le feu même d'une insurrection semi-spontanée qui pouvait briser définitivement tout l'Etat Pahlavi.

Le référendum du 30 mars 1979 sur l'instauration d'une *République islamique*, l'élection frauduleuse, le 3 août, d'une « *Assemblée des experts* » triée sur le volet et aux pouvoirs limités, la rédaction de la constitution et sa ratification par le référendum plébiscitaire du 2 et 3 décembre 1979 ont été les principales échéances de la restauration d'un Etat de droit, avant l'élection en février 1980 du président de la République et les dernières élections législatives.

L'orientation générale de cette restauration d'un Etat de droit, est tout à fait claire, au-delà des péripéties d'application.

Ainsi la fameuse clause, dans le texte constitutionnel, du Velayat e Faguhih — du contrôle théocratique sur l'Etat et les lois par l'Imam ou un conseil d'Oulemas — n'était

évidemment que la couverture religieuse d'une tentative d'instaurer un Etat fort et de stabiliser un régime de type bonapartiste.

LE DISCOURS DE NOW ROUZ DE KHOMEINY

Le point de départ du nouveau tournant de la direction Khomeiny peut être facilement daté, à partir de son discours pour le nouvel an iranien, le Now Rouz, qui a été célébré le 21 mars dernier de notre calendrier. Dans son « *message à la nation* », l'Imam Khomeiny dénonçait pour la première fois depuis son retour en Iran « *le communisme international* » comme une menace aussi dangereuse pour le pays que « *l'impérialisme américain* » (3).

Alors que dans ce discours pas un mot n'était dit sur le conflit avec Washington à propos de l'extradition du chah et de la question des otages, de longs développements étaient consacrés à des attaques contre l'URSS.

1) Jamais, de la fin septembre 1978 à l'insurrection de février 1979, Khomeiny ou les dirigeants de la hiérarchie chiite ne lancèrent le mot d'ordre de grève générale, même s'ils contribuèrent en maints endroits à soutenir — financièrement surtout — l'action des grévistes. Au contraire, depuis son exil de Neauphle-Le-Château près de Paris, Khomeiny, tout en continuant d'appeler à renverser la monarchie, mit en garde les iraniens contre les « *manœuvres des communistes* ».

2) Le « *Velayat e Faguhih* », littéralement le gouvernement du juriste théologien — c'est le titre du livre de Khomeiny sur le « *gouvernement islamique* » qui préconise un système politique où le pouvoir appartient uniquement à Dieu, où la loi est le décret de l'ordre de Dieu. Dans la lignée de cette interprétation de la tradition, il est prévu que c'est la classe des théologiens qui doit exercer au plus haut niveau le pouvoir politique. Cela se traduit dans la constitution iranienne par le fait que les lois et plus généralement tous les actes des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont soumis en dernier recours à l'Imam, ou à un conseil de juristes islamiques (cf Yann Richard, « *Le chiisme en Iran* », ed. Jean Maisonneuve p.28-29).

3) « *Le Monde* » 23-24 mars 1980.

Trois jours auparavant, Khomeiny avait promulgué un décret d'amnistie pour tous les collaborateurs de l'ancien régime, à l'exception de ceux qui s'étaient rendus directement responsables de crimes de sang ou de corruption. Des centaines de royalistes et surtout des milliers d'anciens agents de la Savak étaient libérés. Réhabilités, ils pourraient même être réintégrés dans l'administration républicaine. Au contraire quiconque s'opposerait à cette mesure de grâce ou tenterait de faire justice soi-même serait désormais passible des tribunaux islamiques. Le 20 mars, dans une allocution, Khomeiny avait déclaré que les résultats des élections législatives, où le Parti républicain islamique sortait vainqueur, étaient légitimes.

Pas un mot n'était dit sur les atteintes aux droits démocratiques qui avaient caractérisé ces élections ainsi que les présidentielles (limitation du droit de radio et de télévision, attaques contre les organisations d'opposition: ainsi plusieurs centaines de militants des Moudjahidins et des Fedayins ont été blessés au cours d'affrontements avec les hommes de main de l'extrême-droite islamique). En outre, des affrontements sporadiques continuaient à cette époque de se dérouler au Kurdistan.

Le «*Message à la nation*», du 21 mars 1980, en treize points, allait encore plus loin puisqu'il définissait les grandes lignes que devait suivre la politique gouvernementale dans l'année en cours. Parmi ces principaux points figuraient:

1.— Les grèves seraient désormais interdites et les grévistes passibles des tribunaux islamiques pour menées «*contre-révolutionnaires*».

2.— La saisie des terres, des biens mobiliers ou immobiliers appartenant aux «*taghoutis*» (profiteurs de l'ancien régime) ne pourrait s'effectuer que sur réquisition du procureur général islamique ou de juges compétents.

3.— L'enseignement supérieur devrait être «*islamisé*», les professeurs ayant des «*sympathies pour l'Ouest ou l'Est*» devant être congédiés. Le commentateur du *Monde* ajoutait en rendant compte de cette mesure que «*la plupart des partisans de l'ancien régime ayant déjà été écartés des lycées et des universités, ce sont surtout les enseignants de gauche, marxistes ou non, qui risquent de faire les frais de cette nouvelle chasse aux sorcières*» (*Le Monde*, 23-24 mars 1980).

Toujours au nom de la lutte contre les «*idéologies importées de l'Ouest et de l'Est*», Khomeiny devait s'en prendre à certains organes de presse accusés de trop critiquer les religieux.

L'Imam reprenait ensuite à son compte ce qui est depuis longtemps une antienne des dignitaires du régime contre l'organisation «*islamo-progressiste*» des Moudjahidin e khalq, en accusant ceux-ci de «*corrompre l'Islam par des concepts marxistes*».

Expliquant que l'année persane 1980-1981 serait celle de la «*restauration de l'ordre et de*

la sécurité», Khomeiny appelait alors la population musulmane à combattre les groupements de partisans armés (ce qui vise en premier lieu les *fedayins*, mais aussi les organisations kurdes).

L'Imam enjoignait au président de la République Bani Sadr de «*réprimer vigoureusement*» tous les actes d'indiscipline, d'insubordination ou de négligence au sein de l'administration d'Etat, des forces armées, des gardiens de la révolution, de la police et de la gendarmerie. Toute contestation ou désobéissance serait «*fermement sanctionnée*» par les tribunaux révolutionnaires qui devraient infliger des «*punitions divines*».

Tous les observateurs étrangers notaient enfin que le discours était moins dirigé contre le «*grand Satan, l'impérialisme américain*», que contre le communisme : «*Chers amis, vous devez réaliser que le danger que constituent pour nous les puissances communistes n'est pas moindre que celui qu'engendrent les Etats-Unis. Nous luttons contre le communisme international avec la même détermination que contre l'impérialisme occidental, le sionisme et Israël*».

C'est dans ce discours également que, pour la première fois depuis l'intervention soviétique à Kaboul, Khomeiny dénonçait en termes véhéments l'occupation par les «*pillards de l'Est*», souhaitant que «*le peuple musulman d'Afghanistan parvienne à reconquérir son indépendance et se dégage des griffes de ceux qui se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière*».



Commentant ainsi le discours de Now Rouz de Khomeiny et les déclarations faites par le président Bani Sadr, l'envoyé spécial du *Monde*, Eric Rouleau, écrivait : *«Il est sans doute prématuré de parler d'un tournant dans la politique intérieure et extérieure de l'Iran, d'autant plus que de nouveaux revirements ne sont pas à exclure. On peut néanmoins relever chez l'Imam Khomeiny, et surtout chez le président Sadr, la volonté de mettre en sourdine l'agitation anti-américaine jugée stérile et de se consacrer à la tâche de consolider les nouvelles institutions de la République, tout en écartant du pouvoir les forces de gauche».*

Si la suite des événements, à commencer par le Kurdistan et l'affaire des universités, allait montrer qu'il s'agissait bien d'un tournant (avec les limites que nous avons rappelées plus haut), il est intéressant de noter comment le point de vue, exprimé par le principal journal bourgeois français, a été — à quelques nuances près — repris depuis lors par la plupart des chancelleries européennes qui ont choisi, nous le verrons ensuite, davantage une politique de «*pression*» sur le régime, à propos de la question des otages, qui ne mette pas en question les efforts développés par Bani Sadr, qu'une politique de déstabilisation tous azimuts comme celle suivie par l'administration Carter, au moment du raid de Tabas (lorsque des officiels américains expliquaient ouvertement que, pour eux, c'était tout le régime, tout le gouvernement qui étaient devenus «*non viables*» et bons à passer aux pertes et profits.)

Depuis plus d'un mois, c'est une véritable guerre civile qui oppose autour de Sanandaj, Baneh, Sardacht et Saqqez, dans le sud du Kurdistan, les unités régulières de *peshmergas* («*ceux qui vont au devant de la mort*») et les milices de la Résistance nationale kurde aux bataillons de l'armée iranienne renforcée et contrôlée par des *pasdars* qui ont été lancés pour liquider le réduit kurde. Ici se révèle avec éclat la nature de l'orientation de la direction Khomeiny.

Si pour l'instant seules les villes du sud Kurdistan font l'objet des pilonnages au mortier de 120 mm et des mitraillages par les hélicoptères de combat et les *phantoms* «*made in USA*», ce choix répond à de simples considérations tactiques, politiques et militaires, de la part du régime de Téhéran.

Il y a sans doute eu, peut-être au début, un calcul politique de Bani Sadr et du Conseil de la Révolution, qui en attaquant les zones où étaient particulièrement influentes les organisations politiques les plus radicales de la résistance kurde (le *Komaleh*) (4), entendaient sinon se laisser une porte de sortie pour négocier avec le PDKI, du moins jouer sur d'éventuelles divisions au sein de la résistance.

Les combats interrompus en octobre dernier, après l'échec de l'offensive militaire d'août, ont repris alors que depuis plusieurs semaines, toutes les négociations entre les autorités de Téhéran et les représentants de la population kurde avaient été interrompues. Le plan d'autonomie, présenté par les Kurdes et qui prévoyait explicitement que le Kurdistan resterait partie intégrante de la République islamique, avait reçu une fin de non-recevoir de Bani Sadr et du Conseil de la Révolution. Tandis que les négociations étaient dans l'impasse, les représentants kurdes, inquiets des préparatifs militaires ouverts de l'armée iranienne et des *pasdars*, nous avaient confié, au mois de janvier, leur inquiétude de voir les combats reprendre sous peu (cf *Inprecor* numéro 69 du 7 février 1980).

Les déclarations bellicistes de Bani Sadr sitôt après son élection allaient dans le même sens. Dénaturant, dans une interview accordée à la revue *Middle East* (5), le contenu des propositions kurdes d'autonomie, le président de la République islamique montrait comment il était disposé à employer la manière forte : *«Je viens de recevoir une lettre du PDK proposant un plan d'autonomie. Il y a quelques bons points et je suis d'accord pour que la population de cette région administre ses propres affaires*

culturelles et économiques». Mais Bani Sadr expliquait aussitôt là où le bât blessait : la question du maintien au Kurdistan des unités «*persannes*» de gendarmerie et de police et surtout le caractère «*non islamique*» (entendez non lié à la direction Khomeiny) des forces politiques hégémoniques au Kurdistan. *«Ils veulent aussi garder le contrôle de la police et de la gendarmerie, poursuivait-il dans cette interview. Où existe-t-il une telle autonomie ailleurs dans le monde?».*

«S'ils veulent une autonomie dans le cadre de l'Iran, elle doit se situer dans le cadre idéologique de la République islamique. Ils doivent être musulmans. Comment pourrions-nous accorder l'autonomie dans le cadre d'une société islamique à ceux qui ne se considèrent pas, comme eux, liés par la loi islamique?...». (6)

Il était sûr que la préoccupation que manifestait là Bani Sadr était moins le souci de voir les Kurdes accepter et mettre en pratique les cinq règles de tout bon Musulman (7) que de les voir accepter le

4) Les principales forces de la résistance kurde sont: le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI), parti nationaliste dont la direction est liée au mouvement communiste international; le *Komaleh*, fondé par d'anciens militants d'origine mao-populiste et qui a rompu depuis lors tout lien avec la Chine; les *Fedayin e Khalq* et le réseau de bureaux du *Cheikh Ezzedine Hosseini*, qui est la principale figure politico-religieuse du Kurdistan avec le secrétaire général du PDK, A. Ghassemlou. Malgré un développement important du *Komaleh* dans les derniers mois en raison de ses positions plus radicales, le PDK est la force hégémonique, au moins sur le plan militaire et électoral. Au cours des dernières élections générales, les candidats du PDKI avaient obtenu 82,6% des voix à Piranchahr-Sardacht, 57,7% à Saqqez-Baneh, 80% à Marhabad, 96% à Nagadeh-Oushneried, face aux candidats du régime («*Le Monde*» du 22 avril 1980).

5) «*Middle East*» mars 1980.

6) idem

7) Les 5 règles sont la profession de foi (j'atteste qu'il n'y a de dieu que Dieu et que Mohammed est son prophète), la prière (*nawaz*), le pèlerinage à la Mekke (*Hajj*), le jeûne annuel (*Ramadhan*) et l'impôt coranique (*Zakat*).

joué politique des institutions et des dirigeants de la République islamique.

Menaçant, Bani Sadr concluait son entretien par cette menace non voilée : «*S'ils disent 'donnez-nous ce que nous voulons ou bien nous lutterons' et bien combattons ! Pensez-vous qu'après avoir mené à bien notre révolution, nous craignons de telles menaces ? Au nom de la Nation, j'annonce que nous n'accepterons pas de nous séparer d'un seul centimètre du sol iranien*».

Quelques jours après le discours de Now Rouz de Khomeiny, les premières opérations militaires des forces de répression iraniennes débutaient au Kurdistan. La plus grave allait être le massacre de plusieurs habitants du village kurde de Qala-

tan, lors d'une «opération de police» effectuée par les gendarmes iraniens appuyés par les *pasdars*.

Le 15 avril, débutait la véritable offensive militaire contre l'ensemble des villes du sud. La moitié (!) des unités fiables de l'armée iranienne, renforcées par les meilleures troupes de *pasdars*, allaient y participer, sans pour autant venir à bout de la résistance acharnée que leur opposèrent les *peshmergas*, dotés seulement d'un matériel léger, mais qui bénéficiaient d'un appui massif de la population kurde.

Ces difficultés rencontrées sur le terrain militaire dans le sud, expliquent sans doute pourquoi Téhéran n'a pas encore commencé une offensive généralisée contre tout le Kurdistan.

LE BLOCUS ECONOMIQUE DU KURDISTAN

Mais le blocus économique appliqué contre tout le Kurdistan et les dernières déclarations des dirigeants iraniens montrent que c'est bien toute la résistance kurde qu'ils entendent abattre militairement et politiquement.

Depuis plusieurs semaines, les unités de l'armée iranienne, les *pasdars* secondés par quelques éléments kurdes «*djacht*», ralliés au régime de Téhéran, interceptent tous les approvisionnements en vivres et même en médicaments à destination du Kurdistan. Dans les villes où se déroulent les combats, la situation sanitaire et alimentaire est extrêmement préoccupante. A plusieurs reprises, les *pasdars* ont refusé même des cessez-le-feu de quelques heures, pour évacuer les blessés et les victimes civiles, au risque de provoquer des épidémies dévastatrices. Le nombre de réfugiés kurdes qui ont abandonné leurs villes et se sont réfugiés dans des abris précaires de la montagne dépasse les 100000.

Mais face aux échecs militaires et surtout au début de désagrégation qui touche l'armée iranienne engagée au Kur-

distan, les dirigeants de Téhéran ont encore haussé le ton.

Le 16 mai dernier, Bani Sadr appelait les soldats iraniens «*à poursuivre la lutte de toutes leurs forces jusqu'à la victoire finale et le nettoyage de la région*». Expliquant que le gouvernement «*n'avait jamais eu l'intention de répandre le sang kurde*», il réaffirmait cependant qu'on assistait au Kurdistan «*à la lutte de l'Islam contre le blasphème*».

L'ayatollah Montazeri, ancien Imam Jomeh (8) de la capitale, et qui est l'un des proches de Khomeiny, déclarait «*qu'il ne fallait plus négocier au Kurdistan, mais nettoyer toute la région avec l'armée et les gardiens de la révolution*».

Ainsi en quelques semaines, la question kurde est redevenue l'une des pierres angulaires sur lesquelles le régime lui-même — dans toutes ses composantes — a choisi de tester sa capacité de diriger tout l'Iran à sa guise.

Et cela à cause de deux éléments centraux de la question kurde.

A — Tout d'abord à cause de l'approfondissement et de la radicalisation des mouve-

ments sociaux au Kurdistan même, tels qu'ils s'expriment par les mobilisations agraires, l'armement de la population et le développement de l'auto-organisation.

B — Ensuite il y a un enjeu décisif au Kurdistan par rapport au projet de la direction Khomeiny-Bani Sadr de reconstruction de l'Etat bourgeois, qui concerne aussi bien la fiabilité politique et militaire de l'armée iranienne et du corps des *pasdars*, que le maintien de «l'intégrité du territoire» face aux revendications des nationalités opprimées de l'Etat iranien.

Sur le premier point, la différence avec la situation au Kurdistan lors de la première offensive militaire d'août 1979 est manifeste. En août, les mouvements agraires, d'occupation et de distribution des terres n'avaient été que très localisés, en raison notamment de l'opposition de la plus importante formation politique, le Parti démocratique kurde, à une réforme agraire radicale et immédiate, au nom de «*l'Unité nationale*»; c'est-à-dire y compris l'unité entre les grands propriétaires et les chefs de tribus kurdes d'une part, et les paysans pauvres face au pouvoir de Téhéran. Les *shoras* paysans qui s'étaient alors développés avaient rapidement périclité après le début des opérations militaires.

Aujourd'hui, le mouvement d'occupation des terres et de redistribution de celles-ci est beaucoup plus généralisé et touche y compris des zones contrôlées par le PDK.

A cause précisément de la première guerre d'août-octobre et de la défiance, pour ne pas dire la haine, qui est largement répandue dans les populations kurdes envers le gouvernement central de Téhéran, les organisations politiques kurdes (PDK, *Komaleh*, *Fedayins* et bureau politique de Cheikh Ezzedine Hosseini) bénéficient d'un soutien beaucoup plus large et plus actif de la population.

8) Imam Jomeh — c'est le mollah qui guide la grande prière du vendredi et y prononce le sermon.

L'ARMEMENT DE LA POPULATION ET L'AUTO-ORGANISATION

Cela se manifeste à deux niveaux :

A. D'abord avec l'extension de l'armement de la population. A côté des 5-7000 *peshmergas*, formés en unités régulières, permanentes (chaque *peshmerga* reçoit entre 150 et 350 tomans — soit entre 60 et 130 francs français — par mois, selon sa situation de famille), de véritables milices ont été formées qui regroupent 50000 combattants de la «*Résistance nationale*» kurde.

B. Ensuite avec le développement de l'autoorganisation. Cela est vrai surtout dans les villes du Sud, où se trouve concentré l'essentiel du «prolétariat» kurde, c'est-à-dire les kurdes qui ne travaillent pas au Kurdistan où il n'y a pas d'industrie, mais qui forment la main d'œuvre immigrée des grandes concentrations industrielles (Téhéran, zone pétrolière). Ce sont également dans ces villes du Sud-Kurdistan assiégées par l'armée que la combinaison entre l'hégémonie des forces d'extrême gauche et les nécessités mêmes de la résistance militaire ont abouti au développement de véritables comités de quartiers, les *baqehs*, qui sont chargés, comme l'étaient les comités de défense civils dans la guerre civile nicaraguayenne, des tâches d'approvisionnement, de mise en œuvre des faibles ressources sanitaires voire de l'administration élémentaire et de l'autodéfense des quartiers.

Pour le gouvernement de Téhéran, l'enjeu des affrontements au Kurdistan est double.

Il s'agit bien sûr d'éviter que l'exemple kurde ne fasse tâche d'huile dans les autres nationalités de l'Etat iranien qui forment plus de 60% de la population.

Par ses caractéristiques spécifiques (mouvement agraire, armement de la population, spécificité de la structuration politique, capacité de résistance militaire face à une offensive de longue haleine) le mouvement national kurde apparaît très largement à l'avant garde des mouvements qui agitent

les diverses nationalités opprimées en Iran.

Cela explique pourquoi le choc avec le mouvement kurde a suivi de peu l'instauration du gouvernement Bazargan après la chute de la monarchie.

Avant même l'offensive militaire d'août, de premiers incidents militaires opposant les kurdes aux pasdars et à l'armée avaient eu lieu au mois de mars 1979, cinq semaines seulement après l'entrée en fonction du gouvernement Bazargan. Ces affrontements au Kurdistan devaient être suivis d'autres, au Turkmenistan puis au Khouzestan où les pasdars et l'armée devaient réprimer le mouvement des nationalités turkmènes et arabes.

LA CRISE DE L'ARMÉE IRANIENNE

L'autre enjeu de ces affrontements pour le régime concerne bien évidemment l'armée et au sens plus général ses appareils répressifs, c'est-à-dire les pasdars (150000 hommes disposant de matériel lourd, dont la valeur combattante n'est pas à la mesure des espoirs placés en eux par le régime), la gendarmerie et la police.

Dès le soir de son élection présidentielle, Bani Sadr, qui avait aussitôt obtenu que Khomeiny le mette à la tête des forces armées iraniennes, avait expliqué que la remise en ordre de l'armée était sa toute première priorité.

Dans l'interview à *Middle East* citée plus haut, Bani Sadr expliquait : «*Les forces armées de la république islamique doivent être différentes des forces armées impériales à la fois dans leur forme et dans leur essence. Une réorganisation fondamentale de ces forces est à ce titre nécessaire et constitue une toute première priorité; cela impliquera une épuration partielle, mais qui devra être menée de façon juste afin de ne pas leur porter préjudice.*

Nous savons que de nombreux membres des forces armées ont de justes revendications, mais elles doivent s'exprimer dans l'ordre. La base des forces armées de la république doit être l'ordre et une discipline de fer, la question des fournitures de matériel militaire est un problème secondaire. La réorganisation est prioritaire. Nous devons être prêts à défendre notre pays et j'ai demandé aux forces armées de développer, d'améliorer, en leur sein, l'ordre, la discipline et leur efficacité.»

Le problème de l'armée constitue un véritable casse-tête pour les dirigeants de la République islamique.

Comment, en effet, contrôler, et à plus forte raison, utiliser pleinement cet instrument alors que selon des sources bien informées 80% à 90% du corps des officiers cachent à peine leur hostilité envers le nouveau régime et gardent les yeux braqués vers le «*grand Satan*», ces Etats-Unis d'Amérique où nombre d'entre eux ont été formés.

Ce «pro-américanisme» est directement lié à toute l'histoire de la dépendance de l'armée iranienne ces vingt dernières années à l'égard de Washington.

Dépendance matérielle d'abord : à l'exception des véhicules de transport (soviétiques) de blindés anglais Chieftain et de l'armement léger fabriqué sous licence en Iran, l'armée iranienne dépendait étroitement pour ses dotations en matériels et systèmes d'armes sophistiqués des fournitures américaines.

En 1976 et 1977, l'Iran représentait plus de la moitié (!) du montant global des ventes d'armes américaines à l'étranger; et depuis 1974, le chah s'est porté acquéreur à lui seul de plus de 35% du total des exportations de l'industrie militaire américaine. (9)

9) cf Ahmad Faroughy — Jean Loup Reveriez «L'Iran contre le chah», ed. Jean Claude Simoën pp.103 et suivantes.

La nature de ces systèmes d'armes nécessitait, pour leur entretien et leur mise en œuvre, le concours d'un grand nombre de «conseillers» militaires américains, membres des missions régulières d'assistance militaire ou le plus souvent engagés sous contrat «civil».

Ces conseillers militaires US étaient passés de 16000 en 1972 à 40000 en 1978 et leur nombre aurait dû atteindre 60000 (!) en 1980.

En 1978 il y avait presque un conseiller ou technicien américain pour dix soldats gradés et sous-officiers iraniens soit une proportion analogue à l'encadrement de l'armée sud-vietnamienne par les «conseillers US» avant l'intervention massive de 1965!

Aujourd'hui, le blocus sur les pièces détachées et le départ depuis plus de 18 mois des conseillers militaires ont abouti à un affaiblissement très substantiel du potentiel militaire iranien.

A part les blindés et dans une certaine mesure l'aviation, les autres armes, à commencer par la marine, souffrent de la non fiabilité de nombre de leurs matériels.

Les autorités iraniennes ont de plus un véritable problème de «reconversion» du dispositif militaire iranien pour le réorienter vers les tâches de défense et de maintien de l'ordre alors qu'une partie des unités de l'armée, destinées aux tâches de contre-insurrection, a volé en éclats après l'insurrection (c'est le cas des Djavid Guards, les gardes impériaux et de l'essentiel des unités de rangers; seules les unités des parachutistes et la gendarmerie ont été moins affectées). (10)

Mais le principal obstacle qui se pose à l'équipe Khomeiny-Bani Sadr, est de nature politique. «*Le cœur n'y est plus*», notamment dans le corps des officiers. Enfants chéris et choyés du régime Palhavi, ils ont essuyé en quelques mois la vérification de l'incapacité de la répression de contenir le mouvement de masse. Ensuite, avant même le départ du chah, l'échec du gouverne-

ment militaire du général Azhari nommé le 4 novembre 1978, a annoncé la fin du régime. Structurée de façon hypercentralisée et pyramidale derrière la personne du chah, l'armée iranienne s'est vue «lâchée» au moment décisif par le souverain iranien, et priée par les émissaires envoyés de Washington de trouver un compromis avec les émissaires de Bazargan. (11)

Si l'on ajoute à cela le traumatisme créé par l'insurrection des 9-11 février 1979, puis par le jugement et l'exécution de quelques dizaines de généraux et officiers particulièrement sanglants, on comprend le «malaise» des officiers iraniens.

Si le gouvernement actuel entend utiliser toutes les figures de sa rhétorique nationaliste, sur la nécessité de défendre l'intégrité du territoire contre un ennemi extérieur ou intérieur, pour se rallier ce qui reste de l'armée, il n'existe aucune relation de confiance, dans un sens ou dans l'autre.

On l'a vu au moment de l'opération de Tabas, où la première réaction de la population iranienne a été de se demander comment l'armée et ses réseaux de détection-radars avaient pu bien faire pour ne pas «voir» l'incursion sur 800 km à l'intérieur du territoire iranien des avions et des hélicoptères de la «Blue light force».

Les interrogations étaient si grandes que l'ayatollah Kalkhali, assez renommé pour ses méthodes de justice expéditives, a demandé publiquement une nouvelle épuration des états majors concernés et qu'une commission d'enquête, présidée par l'ancien ministre de l'Intérieur, l'ayatollah Rafsanjani, a été mise officiellement sur pied.

D'ailleurs les crises successives au sein de la direction et les faiblesses démontrées par l'équipe Khomeiny-Bani Sadr à ramener un semblant de calme durable dans le pays concourent à alimenter la crise de l'armée iranienne.

DESERTIONS ET REFUS D'OBEISSANCE

Cela s'était vu l'année dernière à propos des affrontements au Khouzestan et au Kurdistan et cela se redéveloppe à une nouvelle échelle lors de cette seconde guerre: bien des officiers refusent d'exécuter les ordres ou font tout juste semblant en arguant d'un précédent fâcheux: ils demandent aux autorités de Téhéran quelle garantie ils ont que demain le pouvoir sera toujours en place et qu'ils ne risquent pas d'être jugés et fusillés pour avoir obéi aux ordres comme cela s'est produit pour leurs pairs exécutés après la chute de la monarchie.

Cette seconde guerre civile au Kurdistan a des effets qui commencent à être dévastateurs. «*Même si elle est fondée sur la logique la plus élémentaire*, écrivait l'envoyé spécial du Monde à Téhéran, la décision de M. Bani Sadr de faire appel aux militaires pour rétablir l'ordre dans une province dont la détermination n'est plus à démontrer s'est révélée risquée dans la mesure où il demandait à une armée désabusée et meurtrie de faire sa rentrée sur la scène iranienne en participant à ce qu'on ne peut appeler autrement qu'une guerre civile.» (12)

10) L'armée impériale, qui comptait 435000 hommes avait un caractère dualiste assez tranché. A côté des forces conventionnelles des trois armes (Marine-Aviation-Armée de terre) plusieurs corps (Rangers, parachutistes, Djavid Guards) étaient spécialisés dans les tâches de contre-insurrection et regroupaient 70000 hommes au total, tous engagés volontaires.

11) Le commandant en chef adjoint des troupes de l'OTAN, le général Huyser se rendit en janvier 1979 à Téhéran pour convaincre les généraux iraniens de ne pas tenter un baroud d'honneur. Ainsi le chah dans ses mémoires, et les révélations des étudiants occupant l'ambassade montrèrent que ce général prit contact avec Bazargan et servit d'intermédiaire entre l'opposition religieuse et certains généraux iraniens pour préparer la transition du pouvoir.

12) «Le Monde» 21.05.80.

Ce jugement est partagé par la direction kurde: «L'armée ne se bat

Et d'ajouter: «*On sait, à présent, que le pari est perdu et bien perdu*»

Jugement peut être un peu péremptoire et surtout prématuré. Mais il est vrai que les informations qui s'accumulent sur les cas de désertions, d'exécutions d'officiers pour refus d'obéissance tendent à lui donner un certain relief.

Des kurdes ont assisté au spectacle de pilotes d'hélicoptères qui larguaient leurs roquettes et leurs munitions au-dessus des montagnes désertes avant de rentrer à leur base, «*mission accomplie*». Quatre vingt douze officiers et soldats qui refusaient de se battre auraient été fusillés à Ahwaz. (13)

Plusieurs dizaines de militaires de tous grades, y compris des officiers et même un colonel seraient passés du côté des peshmergas avec armes et bagages lors du siège de Sanandaj. Dans la même ville, 37 autres soldats ont été arrêtés pour collaboration avec l'ennemi. Parmi eux, un major et deux capitaines auxquels il est reproché d'avoir détruit deux hélicoptères et tués plusieurs de leurs camarades. (14)

Plusieurs officiers d'Ispahan ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison pour collaboration «*avec des forces contre-révolutionnaires*» (15). Il ne s'agit pas d'un mouvement de décomposition très avancé de l'armée. Mais il a amené le régime à prendre des mesures très strictes et surtout **publiques**. D'abord en donnant de plus en plus aux pasdars la tâche de contrôler les unités de l'armée iranienne (d'où de nouveaux heurts et conflits) et surtout en renforçant le commandement en chef, suivi désormais par Khomeiny en personne.

Le 11 mai, le Haut conseil de défense nationale a été formé (16) et Khomeiny a nommé le nouvel «*Imam Jomeh*» de la capitale, l'hodjatoleslam Khomeini (lié au groupe des étudiants de l'ambassade) et le ministre de la défense Chamran (qui avait été partisan de poursuivre les combats au Kurdistan en octobre) comme

ses conseillers personnels dans ce Conseil. Ils devront lui rendre compte chaque semaine des travaux du Conseil notamment «*sur la situation interne dans les diverses garnisons militaires du pays*» (17).

Quelques jours plus tard, le 19 mai, le procureur général de la révolution lançait un appel public invitant les responsables militaires à lui livrer «*tout agent contre-révolutionnaire*» coupable d'agitation, de complot, d'espionnage ou d'incitation à la rébellion.

Le président Bani Sadr se faisait alors l'écho de ces préoccupations en demandant aux commandants en chef des trois armes de prendre «*toutes les mesures nécessaires en vue d'un strict maintien de la discipline et afin de prévenir toute éventualité de désobéissance ou de négligence*».

Il organisait, avec le chef d'état major, le général Hadi Shadmehr, une série de discours pour appeler au renforcement de la discipline, s'en prenant plus particulièrement aux forces civiles qui tenteraient d'affaiblir le moral des troupes.

Dans le même temps, un Tribunal militaire révolutionnaire, chargé des cas de refus d'obéissance, était mis sur pied.

Mais l'impasse militaire au Kurdistan et la crise au sein de l'armée iranienne (éclairée par la nouvelle défection d'une unité d'élite de la brigade parachutiste qui s'est rendue sans combattre aux combattants kurdes dans la petite ville de Newsud, située à l'est de Sanandaj près de la frontière irakienne) allait relancer la crise et les oppositions au sein de l'équipe dirigeante de la République islamique.

Déjà à la mi-mai, il semblait que l'équipe de collaborateurs de Bani Sadr et celui-ci aient accepté un plan de paix en six points, présenté par le PDK. Darius Forouhar, ancien ministre du Travail et qui avait mené certaines des précédentes négociations avec les kurdes, avait même été dépêché au Kurdistan pour prendre langue avec Cheikh Ezzedine Hosseini, représentant la résistance kurde.

C'est l'opposition irréductible du Parti républicain islamique (PRI), et de la majorité de la hiérarchie chiite, partisans de la guerre à outrance, qui allait faire capoter cette tentative de règlement du conflit. Le dirigeant du PRI, l'ayatollah Behehti, qui est également le secrétaire du Conseil de la Révolution islamique, allait expliquer qu'il n'était pas question de tenir des pourparlers de paix avec les kurdes tant que toute la région occidentale de l'Iran n'aurait pas été nettoyée. Les opposants à la négociation arguent du fait que les trêves et les cessez-le-feu précédents ont été mis à profit par les kurdes pour consolider leur travail politique et améliorer leur dispositif militaire.

L'opposition entre partisans et adversaires de la négociation était telle que le *Financial Times* du 22 mai rapportait les paroles de Pasdars engagés à Sanandaj, propos reproduits dans le quotidien *République islamique*, organe du PRI, expliquant: «*si une nouvelle mission spéciale est envoyée pour avoir des discussions avec*

pas parce qu'elle est complètement démoralisée et elle honnit ce régime. Si de nombreux officiers supérieurs ont été tués ou mis à la retraite, beaucoup de ceux qui sont encore en service restent en contact avec ceux qui se sont réfugiés à l'étranger, avec l'entourage du chah, farouchement hostiles à Khomeiny, ils ne veulent pas se faire tuer pour lui. Les autres sont des patriotes qui considèrent que le rôle de l'armée est de défendre les frontières. Parmi les officiers subalternes et les sous-officiers par contre se développe un courant «*démocrate*» assez fort, pas assez fort pour tenter un coup contre Khomeiny, mais suffisamment diffus pour saboter la guerre contre les kurdes. Au niveau de la troupe enfin, la discipline s'est terriblement relâchée.» (propos recueillis par C. Kutschera, in «*24 heures*», le 1.05.80).

13) idem

14) «*Le Monde*», le 21.05.80.

15) «*Libération*», le 19.05.80.

16) D'après la Constitution, Khomeiny est le responsable suprême des forces armées et peut déclarer la guerre.

17) «*Tehran Times*», le 12.05.80.

les groupes anti-populaires (c'est-à-dire les organisations kurdes) nous ouvrirons le feu sur elle à la mitrailleuse»...

L'unanimité devait se refaire peu après parmi les dirigeants du régime pour en finir par n'importe quel moyen, le plus rapidement possible et définitivement avec la «gangrène kurde».

Le 23 mai une offensive militaire généralisée de très grande envergure était lancée à partir de Sanandaj, reprise quelques jours plus tôt par les forces de Téhéran. Plusieurs colonnes militaires dotées d'un armement lourd et sophistiqué se dirigent vers la région «pour obtenir la reddition totale de cette province rebelle»

La veille du déclenchement de cette opération, le président Bani Sadr s'était rendu auprès de l'Imam Khomeiny pour l'informer de la situation au Kurdistan et lui soumettre les plans de l'offensive en préparation. □

Le 23 mai 1980



Cet article est le premier d'une série de deux sur la situation politique en Iran. Le deuxième article paraîtra dans le prochain numéro «d'Inprecor» et il traitera

- des affrontements de l'Université;
- des tensions au sein de la direction Khomeiny-Bani Sadr;
- des mobilisations ouvrières et paysannes;
- de la crise économique;
- de l'avenir du mouvement anti-impérialiste et de l'intervention des marxistes révolutionnaires.

Suède

La première grève généralisée depuis 71 ans, 900 000 travailleurs en lutte

Rien ne sera plus comme avant

Tom GUSTAFSSON

Le 2 mai, éclatait la plus grande grève ouvrière qui ait jamais eu lieu en Suède. Elle s'achevait le 11 mai. Cette grève fut l'aboutissement de plus de six mois de négociations sur les conventions collectives. Bien entendu, les syndicats ont mis prématurément fin à la lutte, alors que la moitié seulement des revendications initiales était satisfaite. Et, en acceptant cela, ils ne défendent pas le pouvoir d'achat des travailleurs pour 1980.

Mais cette lutte a également montré que la classe ouvrière

suédoise n'accepte pas les dures attaques de la bourgeoisie. Par exemple, le conflit a empêché le blocage des salaires que le gouvernement et les patrons essayaient de faire appliquer.

Sur les 900 000 ouvriers et les quelques dizaines de milliers de salariés du tertiaire, qui étaient entrés en lutte contre les patrons, plus de 800 000 (c'est-à-dire la plupart d'entre eux) furent lock-outés. A peine 100 000 avaient suivi les directions syndicales, LO (Fédération Nationale des Syndicats) et TCO (Fédération Nationale des Employés) dans

des grèves partielles. Par ailleurs l'opposition radicale des syndicats à l'utilisation des heures supplémentaires et aux nouvelles embauches toucha plus de 1 million de travailleurs (voir plus loin). Il faut garder à l'esprit que l'ensemble de la population suédoise ne dépasse pas 8,5 millions d'habitants.

Le conflit débuta dans le secteur public, bien avant que les négociations soient définitivement rompues dans le secteur privé. C'est seulement le 30 avril qu'il devint clair que le conflit allait réellement éclater. Cela relança les mobilisations pour le 1er mai.

Manifester massivement le 1er mai est une tradition du mouvement ouvrier suédois depuis 90 ans. Cette année, la participation aux manifestations et aux meetings qui suivirent, fut extrêmement élevée. Les directions du mouvement ouvrier ont déclaré que ce sont plus de 900 000 personnes qui ont manifesté, dans 350 villes dans tout le pays, c'est-à-dire un peu plus du dixième de la population suédoise.

Les principaux mots d'ordre lors de ces manifestations étaient: *«Assez! Plus de décrets de blocage des salaires! Plus d'arbitrage de la bourgeoisie! Dehors le gouvernement bourgeois!»*.

LA SUEDE PRESQUE PARALYSEE

Au cours du conflit, la Suède a connu une paralysie presque totale. D'importants secteurs des services sociaux ont tout d'abord été touchés lorsque le secteur public est entré en lutte: certains hôpitaux et centres sociaux pour les enfants étaient en grève ou lock-outés. Tous les aéroports étaient fermés; à Stockholm, le métro ne fonctionnait plus; à Göte-

borg (la deuxième ville de Suède), les tramways ne roulaient plus; dans les autres régions, les trains et les transports publics furent également touchés: les services douaniers, et portuaires fonctionnaient au ralenti; les programmes de radio étaient considérablement diminués et la télévision ne donnait que les informations.

Lorsque, plus tard, le conflit s'est étendu au secteur privé et a touché l'industrie, la Suède connut alors une paralysie presque totale qui s'est étendue à tous les domaines et a affecté indirectement des secteurs de plus en plus nombreux; les boulangeries, les restaurants, les hôtels et les supermarchés ont été touchés par le conflit d'une manière ou d'une autre.

Les gens commencèrent à stocker le pain, le lait, la levure, etc., lorsque des bruits ont couru que ces produits allaient manquer. Mais le mouvement le plus important se produisit quand les syndicats annoncèrent qu'ils appelaient à la grève dans trois des quatre grandes raffineries de pétrole suédoises et que les travailleurs des transports allaient bloquer presque totalement le transport du

pétrole et de l'essence. Ce fut la réponse des travailleurs au lock-out prolongé décidé par la SAF (Association nationale du patronat suédois).

LE LOCK-OUT — UN INVESTISSEMENT A LONG TERME

Qu'est-ce qui a provoqué cette grève généralisée du mouvement ouvrier suédois? Et comment y a-t-on mis fin? Les négociations du contrat collectif sur les salaires pour l'année 80 ont commencé juste après les élections au Parlement en septembre dernier — élections qui ont amené au pouvoir les trois partis bourgeois avec une faible majorité d'un siège au parlement. Les patrons, en particulier la SAF, ont dès le départ pris une position très dure au cours des négociations. La SAF, qui est composée à une écrasante majorité des entreprises de la grande industrie et du commerce, s'est battue en permanence pour un blocage des salaires lors des négociations pour le contrat collectif; et elle a reçu très rapidement le soutien du gouvernement bourgeois. C'est ce qui a provoqué la colère grandissante des travailleurs qui ont vu les prix augmenter sans cesse tout au long de l'hiver et au printemps. Au cours des trois dernières années, les ouvriers suédois ont perdu environ deux mois de salaire. A cela s'ajoute maintenant les effets d'une augmentation des prix de 8 pour cent sur les produits courants, six mois seulement avant la mise en application du nouvel accord (c'est-à-dire depuis le 1er novembre).

Cette ligne dure de la SAF n'est pas dûe, à l'heure actuelle, à un ralentissement des exportations suédoises. Au contraire, de nombreuses entreprises suédoises exportatrices se portent bien, augmentent leurs profits et versent souvent des dividendes exorbitants à leurs actionnaires. Mais les dirigeants des

LA LUTTE DES DOCKERS

Au début des années 70, il a existé une opposition critiquant la direction du Syndicat des transports («Transportarbetarförbundet»). Les critiques venaient des dirigeants des dockers, permanents syndicaux. La direction syndicale a réagi comme elle le fait toujours contre toute opposition militante — les permanents furent chassés de leurs postes dans le syndicat.

A la suite de ces purges, les militants dockers décidèrent de créer leur propre syndicat, ce qui fut fait en 1972, par la création du Syndicat des ports («Hamnarbetarförbundet»).

Le Syndicat des transports, qui participe à LO, organise un grand nombre de catégories de travailleurs. Entre autre, tous les travailleurs des transports et des dockers en Suède. Pour ces groupes, seule la direction des transports a le droit de signer un contrat. Cela signifie que le nouveau syndicat des ports, avec ses 2500 membres, n'a pas le droit de signer de contrat. LO a refusé d'intégrer le Syndicat des ports comme syndicat indépendant, à l'égal de celui des transports. La réponse fut: «Ou vous rejoignez le Syndicat des transports ou vous restez à l'extérieur de LO et du mouvement ouvrier».

Depuis lors, le Syndicat des ports a appelé ses adhérents à la grève plusieurs fois pour obtenir le droit de signer ses propres contrats.

Aujourd'hui ils se sont mis en grève une fois de plus pour obtenir ce droit. Ils se battent aussi pour le maintien de leur pouvoir d'achat.

Traditionnellement, les dockers représentent un des secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière suédoise. Ils ont, à plusieurs reprises, fait des grèves de solidarité avec les syndicats des autres pays. Récemment, lorsque les sidérurgistes britanniques ont été en grève, ils ont refusé de décharger les navires transportant l'acier britannique, en solidarité avec la lutte des sidérurgistes.

plus grosses entreprises et les banquiers savent très bien qu'une nouvelle récession internationale se prépare et qu'ils seront touchés.

L'industrie suédoise dépend pour une large part des exportations, en particulier du minerais de fer, de l'acier, du papier et de la pâte à papier. Les aciers spéciaux, les automobiles (*Volvo* et *SAAB*) et l'industrie électronique vont aussi devoir affronter une concurrence exacerbée sur un marché international en stagnation ou en récession.

C'est la raison pour laquelle les dirigeants de la SAF, Olof Ljunggren et Curt Nicolin, parlent maintenant du lock-out massif comme d'un «*bon investissement à long terme*».

La plupart des travailleurs entrés en lutte — 800 000 — ont été touchés par le lock-out patronal. La loi suédoise donne une grande liberté aux emplo-

yeurs pour procéder à des lock-outs. Dans la législation du travail établie par le précédent gouvernement social-démocrate, pas plus tard qu'en 1976, le lock-out est considéré comme une réponse légitime à une grève ou à un refus des syndicats de faire des heures supplémentaires. Il n'y a pas non plus de limite concernant le nombre de travailleurs lock-outés, à partir du moment où le lock-out est annoncé une semaine à l'avance.

La même législation impose également de lourdes restrictions au droit de grève. La direction de LO peut s'opposer à toute grève dure et la loi oblige là aussi à ce que la grève soit annoncée à l'avance. Les grèves sont interdites si un contrat est en cours et il y a un système d'arbitrage obligatoire et des tribunaux du travail.

LE MECONTENTEMENT DES TRAVAILLEURS

Le mouvement syndical suédois n'a pas la réputation d'être très militant. La grève généralisée a été provoquée cette fois par l'attitude dure des employeurs d'une part, et, d'autre part, par le mécontentement de couches de plus en plus larges de travailleurs, provoqué par les diminutions de salaires et la politique économique anti-ouvrière du gouvernement.

Les directions de LO et de TCO ont été soumises à des pressions si fortes de la base qu'il leur fut impossible de signer les contrats aussi défavorables que les deux précédents. Au cours de l'hiver et au printemps, les syndicats, les uns après les autres, demandèrent au niveau local des augmentations de salaires importantes, non seulement dans l'industrie, mais aussi dans les hôpitaux, les services sociaux de l'enfance, etc.

La campagne pour le droit de signer des contrats sectoriels reçut aussi un large soutien, en particulier chez les métallur-

gistes; elle avait démarré l'an dernier, impulsée par le puissant syndicat de l'usine *Volvo* à Göteborg, la plus importante section syndicale de toute la Scandinavie.

La direction syndicale nationale s'est efforcée de parvenir à un «compromis acceptable» pour présenter finalement, avec beaucoup de retard, leurs revendications salariales, il y a deux mois. Les travailleurs réclamaient une augmentation de 11,3 pour cent.

La direction de LO a levé son interdiction des heures de travail supplémentaires dans l'industrie, deux mois avant que la grève généralisée n'éclate «pour laisser la possibilité aux médiateurs gouvernementaux d'ouvrir de nouvelles négociations». La mesure intervint alors que le refus de faire des heures supplémentaires commençait à avoir un impact. Mais les directions furent obligées d'interdire à nouveau les heures supplémentaires après que les médiateurs, sous la

pression du gouvernement bourgeois, aient présenté une «offre finale» dérisoire de 1,5 pour cent. Ils claquaient ainsi la porte au nez des négociateurs de LO qui avaient toujours espéré parvenir à un compromis. La grève généralisée devenait alors une réalité.

LES SOCIAUX-DEMOCRATES HESITENT A S'ENGAGER

Le conflit actuel a de très fortes résonances politiques. Les patrons savent que le gouvernement est très sensible à leurs exigences. La direction syndicale, d'un autre côté, a pris l'habitude de coopérer avec des gouvernements sociaux-démocrates pendant 44 ans, — jusqu'en 1976 où ceux-ci furent écartés du pouvoir. Aujourd'hui ils ont peur; en particulier face à une situation économique qui empire de jour en jour.

Les syndicats et le parti social-démocrate ont tous deux refusé de mobiliser les travailleurs contre le gouvernement; bien que les derniers sondages d'opinion montrent que les sociaux-démocrates représentent 44 pour cent des intentions de vote et qu'ils auraient la majorité avec le VKP (le Parti communiste pro-Moscou), la direction syndicale prétend ne pas vouloir politiser le conflit.

La direction du parti social-démocrate, dit-elle, qu'elle ne veut pas provoquer une crise parlementaire qui viendrait s'ajouter au conflit du travail — ce qui ne paraît pas une chose bien difficile, étant donné que la bourgeoisie ne dispose que d'un seul vote de majorité au parlement.

Olof Palme, le dirigeant du parti social-démocrate, et Gunnar Nilsson, le dirigeant de LO et député social-démocrate, ont critiqué le gouvernement, mais ils ont refusé de déposer une motion de censure au parlement.

Cependant, les ouvriers de l'industrie, ainsi que les travailleurs des hôpitaux et les techni-

ciens du métro en lutte, ont fait une tournée de meetings dans toute la Suède, la plupart du temps devant des assistances nombreuses. Des manifestations pour protester contre le lock-out et les augmentations de dividendes versés aux actionnaires, se sont déroulées dans de nombreuses villes. Des dizaines de milliers de travailleurs suédois ont fait concrètement l'expérience de ce que cela représente qu'être responsable d'un piquet de grève, avec de temps en temps des interventions de jaunes.

D'une manière générale, les employeurs n'ont pas essayé de briser les grèves à une grande échelle. Et toutes les tentatives

effectuées en ce sens ont reçu une réponse massive. Nous avons aussi vu la première manifestation des piquets de grève pour protester contre la manière scandaleuse dont le conflit fut couvert par les mass media bourgeoises. Les syndicats sont traditionnellement fortement bureaucratisés mais lorsqu'ils le mettent en mouvement, ils le font avec une force organisationnelle impressionnante. Par exemple, plus de 97 pour cent des métallurgistes suédois sont organisés dans les syndicats. Le chiffre est cependant beaucoup plus faible dans certains autres secteurs, tels que la restauration et le commerce (environ 60 pour cent).

LES NEGOCIATIONS MALGRE LE CONFLIT

En dépit de la grève, les négociations se poursuivaient. Mais les médiateurs, mandatés par le gouvernement, — une commission pour le secteur public et une commission pour le secteur privé, — étaient à la botte du gouvernement. Pas de façon formelle ! Le gouvernement nie avoir eu une part active dans les négociations, mais tout le monde sait qu'il est intervenu en sous-main par des contacts informels et en prenant certaines initiatives.

Le premier ministre, Thorbjörn Fälldin, fut déjà échaudé lors d'une intervention «prématurée» — c'est ainsi qu'elle fut qualifiée par la presse bourgeoise — bien avant que le conflit n'éclate, lorsqu'il entreprit des négociations secrètes sur le blocage des salaires et des prix et sur des réductions d'impôts. Cela juste après que la population suédoise ait fait l'expérience d'une augmentation des prix et des loyers particulièrement élevée ! Les principales organisations syndicales ont refusé l'accord, bien que certaines fédérations d'employés et d'enseignants aient accepté. Le Parti social-démocrate refusa également d'apporter son soutien et les partenaires libéraux de la coalition hésitèrent à prendre parti.

Lorsque le conflit s'élargit de plus en plus et que la lutte devint de plus en plus militante, malgré une couverture de presse bourgeoise scandaleuse, qui titrait constamment sur «notre mauvaise situation économique», sur «les actions irresponsables des syndicats», sur les «pertes que les épargnants allaient devoir subir», etc., le gouvernement dut commencer à reconsidérer la situation toute entière.

Il devint de plus en plus évident pour le gouvernement que la perspective d'un long conflit permettant de détruire les syndicats et de mettre sur pied un système pour briser la grève serait d'un coût beaucoup trop élevé et se révélait impossible à mettre en œuvre en raison de la situation parlementaire instable. Le gouvernement dû abandonner toute nouvelle

tentative pour imposer une législation dans ce sens.

LE GOUVERNEMENT CHANGE DE TACTIQUE

Le gouvernement fut alors obligé d'abandonner son attitude de refus intransigeante. Il devint soudain possible à une nouvelle commission d'arbitrage «indépendante» de faire une nouvelle «proposition finale», qui était trois fois plus élevée que l'offre précédente, mais qui ne correspondait qu'à la moitié des exigences syndicales. Et, de plus, les revendications syndicales ne tenaient aucun compte des «années perdues», mais ces revendications étaient largement soutenues par la classe ouvrière qui était prête à lutter pour les faire aboutir.

Après quelques jours de réflexion, les syndicats acceptèrent les propositions. Les directions du secteur public en firent autant. Mais la SAF refusa ! Elle s'en expliqua dans un rapport en trois points qui disait, entre autres choses, que les exportations suédoises subiraient des pertes importantes et que la compétitivité de la Suède serait affaiblie si elle acceptait les propositions des médiateurs. Après une discussion et une injonction du gouvernement, la SAF a finalement cédé, mais, dans le même temps, elle fit reporter toute la responsabilité du développement économique sur le gouvernement et manifesta ouvertement son désaccord.

Le contrat qui fut signé pendant la nuit du 11 au 12 mai fut annoncé aussi bien par les syndicats, les employeurs que les media, être sur la base d'une augmentation de 6,8 pour cent pour le secteur privé et de

A LIRE EGALEMENT DANS «INPRECOR»

- Une nouvelle étape pour les luttes ouvrières par T. GUSTAFSSON et G. KILDEN Numéro 13 - nov. 1974
- La grève nationale des bûcherons Numéro 24 - avril 1975
- La fin d'une exception par B. ASSMANN Numéro 41 - déc. 1975
- Après les élections et Les raisons de la chute de la social-démocratie par T. GUSTAFSSON et G.I. JOHNSON Numéros 57 et 59 - oct.nov. 1976
- L'usure du nouveau gouvernement par B. ASSMANN Numéro (Nouvelle série) 9 - juin 1977

7,3 pour cent pour le secteur public.

Le contrat contient une série de clauses très compliquées. Mais une chose est sûre : les augmentations annoncées sont surestimées. Le contrat n'est pas rétroactif à partir du 1er novembre. Il entre en vigueur à partir du 15 avril pour certaines clauses, plus tard pour d'autres. Les augmentations totales sont en réalité inférieures à celles annoncées publiquement. Pour ce qui est des salaires, c'est un contrat défavorable. Il a été négocié trop tôt alors que les caisses de grève étaient encore pleines, que le front de grève venait juste de se former, que les lignes ennemies commençaient à montrer quelques fissures.

Pour dresser un bilan, on peut dire que le scepticisme est largement répandu dans la classe ouvrière à propos de ce qui a été réellement gagné par ce contrat, bien que les travailleurs ne soient pas tous d'accord sur ce qui aurait pu être gagné si l'on avait continué. Mais une chose est certaine ;

c'est que la confiance syndicale est plus grande et plus large après le conflit. Et c'est une chose très importante. «*Nous avons mis en échec la stratégie patronale du blocage des salaires*» était l'un des commentaires qui revenait le plus souvent le jour suivant, «*nous leur avons montré que nous ne sommes pas prêts à accepter n'importe quoi*».

LA PREMIERE GREVE GENERALISEE DES ANNEES 80

Les expériences et la confiance qui ont été acquises au cours de cette lutte ne seront pas inutiles au cours de la décennie à venir.

Non seulement parce que la négociation centrale du contrat collectif ne sera pas suivi de négociations locales, avant que le contrat ne devienne définitif. Dans les négociations locales, la question de la mensualisation et d'autres revendications explosives vont sûrement se poser.

Non seulement parce qu'une série de négociations locales et d'épreuves de forces vont avoir lieu, avant que les négociations centrales ne redémarrent, quand ce contrat sera arrivé à son terme, c'est-à-dire à la fin de l'année.

Et parce que la «paix sociale» n'a en aucune manière été gagnée alors que le mouvement syndical suédois est entré en lutte pour le droit de signer ses propres contrats et pour des augmentations de salaires de 10 francs de l'heure (c'est-à-dire des augmentations de 30 pour cent), afin de garantir le pouvoir d'achat des travailleurs.

Et par-dessus tout parce que le conflit que nous venons de connaître a certainement été la première grève généralisée des années 80, mais non la dernière. Lorsque les employeurs parlent d'investissement à terme, la classe ouvrière doit faire de même.

L'encre a à peine eu le temps de sécher sur les contrats que le gouvernement bourgeois parle à nouveau de plans d'austérité, conséquence, disent-ils, de la lourde note salariale. Les dépenses publiques doivent maintenant être réduites de plusieurs milliards, prétendent-ils.

Pour eux, la grève généralisée ne fut qu'une première lutte partielle et ils ne sont pas satisfaits du résultat. Les travailleurs doivent s'organiser de la même manière pour les années 80. Ils doivent mobiliser leurs forces pour les épreuves de force futures. □

LES LUTTES EN SUEDE

En Suède, depuis le début du XXe siècle, les conflits les plus importants furent la «grève généralisée» de 1909 et la grève des sidérurgistes de 1945. Mais aucune n'a mobilisé autant de travailleurs que celle de mai 1980.

Voici la liste des principaux conflits auxquels fut associée la Centrale syndicale, LO :

- 1909 : la «grève généralisée» a touché 300 000 à 400 000 personnes. Le conflit a commencé au cours de l'été et ne s'est pas terminé avant le mois de décembre de la même année. La cause du conflit fut la récession qui commença en 1908 et l'exigence des patrons d'une baisse des salaires de 10 pour cent.
- 1928 : un lock-out dans l'industrie du papier, de la pâte à papier et les scieries a touché environ 43 000 ouvriers. Le conflit dura de janvier à avril.
- 1933-34 : 35 000 ouvriers de la construction se mirent en grève. La situation économique était catastrophique et les patrons demandaient des réductions de salaire. La proposition d'un arbitrage fut repoussée et le gouvernement essaya d'intervenir. Le conflit se termina en 1934, presque un an plus tard. Il aboutit à une réduction de salaire pour les ouvriers.
- 1937 : Nouveau conflit dans l'industrie de la construction. Il dura du 1er avril au 10 mai et se termina par quelques augmentations de salaire.
- 1938 : Deux conflits dans l'imprimerie. Les travailleurs obtinrent des augmentations de salaires de 11 pour cent. Ce conflit instaura aussi la célèbre «paix sociale» suédoise («*Saltsjöbadsandan*»).
- 1945 : Une grève de la métallurgie, qui a touché près de 100 000 ouvriers et qui a duré 5 mois. Le Syndicat de la métallurgie dut verser 42 millions sur les fonds de grève et le résultat obtenu fut inférieur aux revendications des ouvriers.
- 1951 : Conflit dans le secteur public». 3 000 travailleurs furent touchés. Le résultat fut une diminution des heures de travail qui passèrent à 42 heures hebdomadaires.
- 1953 : Un conflit dans l'industrie alimentaire qui dura 5 semaines, et au cours duquel 19 000 travailleurs furent touchés.
- 1969-70 : Ces années appartiennent à la période classique du mouvement ouvrier suédois. Une série de grève a touché la Suède. Les deux plus importantes furent celle des dockers à Göteborg et celle des mineurs de Kiruna. La grève des mineurs, la plus grande «grève sauvage» en Suède, avec 4 800 mineurs en grève, a duré 57 jours. Le résultat fut ambigu. L'une des revendications salariales, sur la mensualisation, fut satisfaite.
- 1974-75 : Les femmes des services de nettoyage des usines se mirent en grève.
- 1975 : Les ouvriers de l'industrie forestière se mirent en grève. Ce fut une grève sauvage qui a touché 15 000 ouvriers. L'une des revendications les plus importantes était une mensualisation des salaires.

Tensions et crises en Europe orientale

Ernest MANDEL

DÉPUIS le début de la longue dépression dans laquelle se trouve engagée l'économie capitaliste internationale, la IV^e Internationale a souligné une double particularité des pays à économie planifiée et socialisée par rapport aux pays capitalistes. Ces pays n'ont pas été frappés par les mêmes phénomènes qui ont marqué tous les pays capitalistes industrialisés sans exception aucune : chute périodique absolue de la production industrielle pendant les phases de récession ; chômage massif ; fermeture de nombreuses entreprises ; effondrement de branches industrielles entières ; accumulation d'énormes masses de marchandises non vendables. En même temps, ces pays n'ont pas non plus pu échapper aux effets de la dépression économique capitaliste sur leurs propres économies. Ils en ont subi, et continuent à subir, de nombreux contrecoups, contrecoups d'autant plus nets qu'ils sont davantage intégrés dans le marché mondial.

Cette double particularité de l'évolution économique en Europe de l'Est correspond à une double caractéristique structurelle de ces Etats par rapport aux Etats bourgeois. Il s'agit d'Etats où le capitalisme a été aboli, où les lois de développement du mode de production capitaliste (parmi lesquelles il faut classer l'inévitabilité des crises périodiques de surproduction) ne s'appliquent plus. Mais il s'agit en même temps de pays où il n'y a pas de mode de production socialiste, où le socialisme est loin d'être établi et qui continuent donc à subir **partiellement** les effets de toutes les

grandes perturbations de l'économie capitaliste internationale.

On peut résumer cette double caractéristique structurelle en disant qu'il n'y a plus de production marchande généralisée, et donc plus de **domination** de la loi de la valeur dans ces pays, mais qu'il y a encore production marchande partielle, et donc encore **influence** de la loi de la valeur, opérant notamment par le truchement de la pression du marché mondial.

La supériorité de notre définition de la nature sociale de ces pays comme des Etats ouvriers bureaucratisés (comme sociétés de transition entre le capitalisme et le socialisme, bloquées dans leur avance vers le socialisme par la dictature de la bureaucratie) sur toute autre définition se manifeste notamment dans le fait qu'elle est seule capable de rendre compte de ce **double rapport** contradictoire de l'évolution économique en Europe orientale par rapport à la crise économique capitaliste.

UN MODELE DE CROISSANCE PARTIELLEMENT REMIS EN QUESTION

Les théoriciens, politiciens et « praticiens » économiques des « démocraties populaires » (à l'exception possible de ceux de la Bulgarie et de l'Albanie, davantage attachés à « l'orthodoxie » stalinienne) ont cru sincèrement, tout au long des années soixante, aux mythes néo-keynésiens du « plein emploi et de la croissance assurée » dans les pays impérialistes, grâce à la « régulation » de l'Etat et des monopoles, c'est-à-dire qu'ils ont cru au bien-fondé de la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat ». Ils ont donc été amenés à asseoir leurs différents projets de réforme économique sur une expansion considérable du commerce Est-Ouest.

Contrairement aux illusions répandues dans divers milieux occidentaux, cette articulation entre « réforme économiques » et intégration majeure dans le marché mondial n'impliqua aucune « libéralisation politique » automatique ou progressive, et encore moins une remise en question fondamen-

tale de la nature non-capitaliste de ces économies (un « espoir » — selon les bourgeois, — un « danger » — selon les dogmatiques, — de restauration du capitalisme) Au contraire, elle avait pour but fondamental la consolidation de la dictature de la bureaucratie, assise sur la propriété collective des moyens de production, dictature menacée par la montée du mécontentement ouvrier dans la phase précédente. La hausse du niveau de vie, l'adaptation du « modèle de consommation » à celui des pays capitalistes, bref les appâts de la « société de consommation », devaient servir de frein fondamental à la politisation des masses. En Tchécoslovaquie, la formule a été lancée : « la normalisation ne peut s'asseoir que sur sur des estomacs bien remplis ». Telle fut, en bref, la philosophie du nouveau modèle de croissance de la bureaucratie.

L'intégration plus poussée dans le marché mondial devait permettre d'importer des pays impérialistes des technologies

avancées et des biens de consommation destinés à satisfaire les besoins des masses, laissées sur leur faim pendant la phase précédente. Les liens entre cette intégration et la «réforme économique» a amené les entreprises à mieux s'adapter aux besoins des consommateurs et à l'exigence de trouver des marchés croissants à l'étranger. Mais, sur les deux fronts, la bureaucratie conserva les leviers de commande fermement en main. Pas question d'abolir le monopole étatique du commerce extérieur. Pas question de laisser les entreprises libres de déterminer leurs propres prix, pour ne pas dire leurs propres programmes d'investissements. Il s'agissait, en somme, d'une tentative de rationaliser la gestion bureaucratique, non de la remplacer par une gestion subordonnée aux lois du marché (à la loi de la valeur).

Faut-il voir dans ce nouveau modèle de développement une tentative «objective» ou même subjective de la part de la bureaucratie des «démocraties populaires» de se dégager davantage de l'hégémonie soviétique sur leur économie ? Le Kremlin est-il opposé à ce modèle, et à l'élargissement du commerce de ses satellites avec les pays impérialistes ? La réponse à cette question n'est pas aussi simple qu'elle paraît à première vue. Incontestablement, du point de vue du chef de la bureaucratie roumaine, — suivant à ce propos l'exemple yougoslave, — la diversification croissante du commerce extérieur supporte un projet politique d'une indépendance majeure à l'égard de Moscou. Dans le cas des autres «démocraties populaires», l'affaire est moins claire. La motivation principale fut celle d'élargir la base pour «neutraliser» l'attitude de la population à l'égard du régime (la bureaucratie ne peut guère espérer un appui), selon la célèbre formule de Kadar : «*Qui n'est pas contre nous est avec nous*». Le reste est secondaire — d'autant plus que, pour une large majorité de la bureaucratie, l'URSS (et l'armée soviétique) reste le

«garant de dernier ressort» pour son maintien au pouvoir, en cas de révolution politique.

Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance à la fois des «réformes économiques» et de l'intégration plus grande dans le marché mondial pour l'élargissement des privilèges de la bureaucratie. Ainsi, en ce qui concerne la Hongrie, les primes découlant de participations aux «profits» des entreprises pouvait atteindre vers 1970 au maximum 25 % du salaire d'un ouvrier, 50 % du traitement d'un cadre moyen et 80 % du traitement d'un directeur. Cela revenait en pratique, en 1968, par personne active dans chacune des trois catégories, à 1300 forint, 5500 forint et 13000 forint, soit exactement une prime dix fois plus grande par directeur que par ouvrier (J. Wilczynski : *Differentiation of Income under modern Socialism*, in *Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas*, vol 3, Munich, 1972 p. 478, citant des sources hongroises).

En outre, la bureaucratie soviétique est doublement intéressée, elle aussi, à un élargissement du commerce des «démocraties populaires» avec les pays impérialistes. D'abord, c'est un moyen indirect d'accroître l'importation de technologies avancées servant à l'URSS également (dans le cas de tension internationales, cette source indirecte peut même devenir la source principale). Ensuite, surtout depuis l'explosion du prix du pétrole, la bureaucratie soviétique cherche à réduire ses fournitures de matières premières aux «démocraties populaires» puisqu'elle peut en obtenir un prix plus élevé sur le marché mondial. Mais, en même temps, elle ne désire point provoquer un

effondrement économique de ces pays. Si ceux-ci doivent s'approvisionner de manière croissante sur le marché mondial, ils doivent aussi être capables d'exporter davantage.

Mais tout ce «nouveau modèle de croissance» (qui pouvait impliquer une utilisation limitée du secteur privé, notamment dans le domaine des services, ce qui n'a rien à voir avec la restauration du capitalisme), était axé autour de l'axiome qu'un flot croissant de marchandises «socialistes» exportées allait permettre d'acheter un flot croissant de machines, de biens d'équipement et de biens de consommation «sophistiqués» aux pays impérialistes. Il était aussi fondé sur l'hypothèse qu'une stabilité relative (impliquant à la rigueur un taux d'inflation modéré comme celui qui a marqué l'évolution des prix au cours des années cinquante et soixante) subsisterait dans le système monétaire capitaliste international.

L'axiome et l'hypothèse se sont effondrés dès le milieu des années soixante-dix. Il s'en est suivi une crise économique d'un type particulier en Europe orientale, différente de celle des pays capitalistes, mais en relation avec cette dernière : baisse des taux de croissance de la production industrielle ; tensions inflationnistes accrues ; détérioration sérieuse des termes de l'échange ; impossibilité de poursuivre la politique d'élévation du niveau de vie et de modification de la structure de la consommation de masse. Nous illustrerons la nature et les particularités de cette crise à l'exemple de trois pays d'Europe orientale : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

LA BAISSÉ DU TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE

La baisse du taux de croissance, qui se manifeste également en Union soviétique (2), est nette dans ces trois pays. Selon des calculs et prévisions de la *Wharton Econometric Forecasting Association*, la production industrielle augmente de 5,6 pour cent en Hongrie en 1978. Ce taux est tombé à 2,2 pour cent en 1979 ; le plan

prévoit 3,5 pour cent de croissance en 1980 (objectif qui ne sera pas atteint) pour baisser de nouveau à 2,2 pour cent en 1981. La tendance est analogue en Pologne et en Tchécoslovaquie, bien que légèrement moins prononcée dans les plans (elle risque d'être plus forte dans les faits que dans les plans). Pour la Pologne, les taux de

croissance respectifs pour ces quatre années seraient de 5,8 pour cent, 2,3 pour cent, 4 pour cent et 4 pour cent; pour la République socialiste tchécoslovaque, ils seraient de 5 pour cent, 3,6 pour cent, 4,2 pour cent et 4 pour cent (*Business Week* du 5 mai 1980).

Il est amusant de constater que ces projections faites par une institution sont plus optimistes pour les pays à économie planifiée que celles élaborées par les experts et fonctionnaires des Etats ouvriers bureaucratés eux-mêmes. On sait que ces experts et fonctionnaires participent aux activités de la Commission économique pour l'Europe des Nations-Unies, établie à Genève. Dans l'*Economic Survey* publiée par cette commission pour l'année 1979, la «production matérielle nette» de l'ensemble de l'Europe orientale aurait augmenté de 4,4 pour cent en 1978, de 2,4 pour cent en 1979, et augmenterait encore moins en 1980. Le taux de croissance de la production industrielle aurait baissé, passant de 5 pour cent en 1978 à 3,7 pour cent en 1979 (*Neue Zürcher Zeitung*, 1er avril 1980).

Quant aux communiqués gouvernementaux officiels, ils notent pour la Hongrie une baisse du taux de croissance de la production industrielle de 5 pour cent en 1978 à 2,2 pour cent en 1979 (contre 4 pour cent prévus par le plan). Pour la Tchécoslovaquie, le taux de croissance de la production industrielle aurait baissé de la moyenne de 6,8 pour cent en 1971-1975 à 3,2 pour cent en 1979. Il devrait remonter légèrement à 4 pour cent en 1980 (ce qui est fort improbable). Quant à la Pologne, le taux de croissance de l'industrie, qui était encore supérieur à 5 pour cent en 1978, a baissé, atteignant 2,6 pour cent en 1979 et il ne devrait s'élever qu'à 3 pour cent en 1980. Etant donné qu'il y a eu baisse absolue de la production agricole, le taux de croissance du PNB (Produit National Brut) a été vraisemblablement nul (certains affirmant même qu'il y a eu baisse absolue du PNB en 1979).

Quelles sont les causes immédiates de ce ralentissement prononcé du taux de croissance ? Essentiellement, la réduction du volume des investissements, vu le renchérissement des importations de matières premières et des biens d'équipement; la nécessité de ne pas comprimer outre mesure le volume de la consommation populaire, ce qui, étant donné l'accélération de l'inflation, a réduit les ressources budgétaires pour les investissements; le retard dans la mise en service d'importants projets d'investissements des années précédentes.

A ces causes conjoncturelles, il faut évidemment ajouter des causes structurelles comme la non utilisation pleine et entière des capacités de production, la gabegie bureaucratique, l'épuisement des réserves de main-

d'œuvre, l'écart entre la productivité du travail escomptée et celle effectivement réalisée, etc. causes structurelles sur lesquelles nous ne nous étendrons pas dans cette étude essentiellement conjoncturelle.

Il est important d'en souligner la portée, car la bureaucratie a cherché à présenter les choses comme si seul le renchérissement des importations expliquait la crise. Il n'en est rien. Les travailleurs sont pleinement conscients des énormes gaspillages qui continuent à marquer la gestion bureaucratique et savent que, dans ce sens, la «réforme économique» a été un échec partiel. L'argument de «l'explosion du prix du pétrole» sans être totalement nié, est accueilli avec un certain scepticisme.

LA POUSSEE INFLATIONNISTE

Alors que les autorités bureaucratiques, grâce à un système de prix plus ou moins rigide contrôlé au sommet, ont réussi à contrôler les pressions inflationnistes dans les trois pays en question, au cours des années précédentes, ce contrôle s'est sensiblement ébranlé au cours des dernières années. Ainsi, la Pologne a connu un taux d'inflation de 8 pour cent en 1978, taux qu'on avait jamais connu au cours des dernières décennies dans une quelconque «démocratie populaire». La situation fut encore pire en Hongrie, où le coût de la vie augmente de 9 pour cent, en Tchécoslovaquie, la hausse des prix fut à peine modérée.

Il y a trois causes fondamentales à cette poussée des prix. D'abord la hausse considérable des prix à l'importation, c'est-à-dire l'impact sur les pays à économie planifiée de la tendance inflationniste généralisée sur le marché mondial. Cela concerne avant tout la hausse du prix du pétrole et de quelques autres matières premières. Mais cela concerne également la hausse des prix les biens d'équipements et des

biens de consommation importés d'Occident.

Ensuite, il y a les conséquences d'une crise agricole assez prononcée dans ces pays, qui s'est traduite par une pénurie de certains vivres entraînant des hausses de prix. En Pologne, cette crise a des causes structurelles de longue date, liées à la nature largement privée de l'agriculture. Mais elle a été aggravée par des calamités naturelles : inondations catastrophiques en 1978-79 accompagnant un hiver très dur, puis sécheresse prononcée en 1979. Le plan avait prévu une production de 22,5 millions de tonnes de céréales en 1979. La production effective ne s'est élevée qu'à 17,5 millions de tonnes, soit 4 millions de moins qu'en 1978 (*Wirtschaftswoche* du 15 février 1980). En Hongrie, la production agricole a stagné en 1979 par rapport à 1978 (*The Economist*, 5 avril 1980).

Quant à la Tchécoslovaquie, elle a connu une chute de la production agricole de 3,9 pour cent en 1979, apparemment due à la sécheresse (*Rude Pravo*, 11 et 12 décembre 1979).

Enfin, il y a la politique délibérée des dirigeants bureaucratiques de réduire les subsides budgétaires qui avaient permis de stabiliser dans une certaine mesure les prix des produits de consommation courante dans le passé. La réduction de ces subsides s'est traduite par une hausse des prix, qui avait pour but de réduire la consommation intérieure afin de pouvoir détourner une partie de la production courante vers l'exportation.

Ainsi, en Hongrie, alors que la production industrielle n'a augmenté que de 2,6 pour cent en 1979, les exportations industrielles ont été accrues de 10 pour cent (*Neue Zürcher Zeitung*, 6 novembre 1979). En Pologne, les exportations de biens industriels sont également en forte hausse. En Tchécoslovaquie, les exportations de produits industriels vers l'Occident augmentent de 10 pour cent, taux largement supérieur à celui de la croissance industrielle.

nes quinquennales précédemment en vigueur sur le marché mondial (par exemple, le prix du pétrole soviétique de 1974 fut calculé sur la base de la moyenne de 1969-1979). Ainsi, l'URSS vendit du pétrole à ses partenaires à des prix sensiblement plus bas que les prix courants. A partir de 1975, cette base de calcul fut modifiée. Dorénavant, le prix en vigueur pour les échanges entre membres du COMECON est basé sur la moyenne de l'année précédente et non des cinq années précédentes (par exemple, le prix du pétrole soviétique pour 1980 sera basé sur la moyenne du prix du pétrole en 1979).

LA DETERIORATION DES TERMES DE L'ECHANGE

Le déficit croissant de la balance commerciale des trois «démocraties populaires» résulte fondamentalement de la hausse beaucoup plus forte des prix à l'importation que des prix à l'exportation, c'est-à-dire d'une détérioration des termes de l'échange. Cette détérioration provient avant tout de la hausse des prix des produits pétroliers, dont ces trois pays sont de forts importateurs, ainsi que d'une hausse, plus réduite, mais encore substantielle, des prix des autres matières premières importées. Cette détérioration se manifeste dans le commerce entre «démocraties populaires» et URSS autant que dans le commerce Est-Ouest. Quant aux échanges mutuels entre «démocraties populaires», la situation est restée pratiquement stable pour la Pologne, mais elle s'est passablement détériorée pour la Tchécoslovaquie et surtout pour la Hongrie.

En pratique, cela a signifié que, pour acheter une même quantité de pétrole et d'autres matières premières en provenance de l'URSS, ces trois pays doivent exporter une quantité sans cesse accrue de biens industriels, tel qu'il ressort du tableau suivant :

En résumé, les prix des produits importés des pays capitalistes par les trois «démocraties populaires» ont plus que doublé entre 1972 et 1977. La hausse de l'ensemble des importations de provenance soviétique est difficile à calculer. Elle doit cependant se situer dans un ordre de grandeur analogue.

Il ne faut pas donner une fausse interprétation à cette évolution. Les liens des «démocraties populaires» à l'économie soviétique dans le cadre du COMECON ont réduit et non accru les charges provenant de l'explosion du prix du pétrole sur le marché mondial. La nature particulière de l'économie planifiée et du monopole étatique du commerce extérieur — avec des plans d'échange internationaux à long terme à des prix pré-établis — a atténué le choc de l'inflation mondiale. Mais la bureaucratie soviétique n'a pas manqué de tirer profit de cette évolution, fût-ce de manière plus modérée que d'autres ne l'affirment.

Jusqu'en 1975, les prix pour les échanges entre membres du COMECON furent calculés sur la base de moyen-

De cette manière, l'écart entre le prix du pétrole soviétique vendu à la Hongrie, à la Pologne et à la Tchécoslovaquie et le prix du pétrole courant sur le marché mondial subsiste, mais il est sensiblement inférieur à ce qu'il était jusqu'en 1975. Concrètement, le prix du pétrole vendu par l'URSS à ses partenaires du COMECON s'accrut de 85,1 pour cent en 1975, de 9,9 pour cent en 1976, de 22,7 pour cent en 1977, de 23,5 pour cent en 1978 et de 16,7 pour cent en 1979. Il augmentera de 9,6 pour cent en 1980 (*Neue Zürcher Zeitung*, 6 décembre 1979). Ce sont des taux d'augmentation plus réduits que ceux payés par les pays d'Europe occidentale. Ce n'en sont pas moins des augmentations sensibles. L'ensemble de la «note» pétrolière des «démocraties populaires» est passée de 33,5 milliards de roubles en 1975 à 75 milliards de roubles en 1980. Cette «note» est une base de la crise.

Il faut y ajouter le fait que les prix COMECON ne sont

	Termes de l'échange de l'URSS (1970 : 100)				Quantité exportée par l'URSS - 1976 (1970 : 100)	Quantité importée en URSS - 1976
	1973	1974	1975	1976		
Hongrie	97	106	130	128	125	165
Pologne	93	98	115	117	130	147
Tchécoslovaquie	102	99	120	118	124	137

(Richard Portes, In «Revue Economique», novembre 1979)

que des prix d'orientation et que les prix effectivement payés font l'objet d'accords bilatéraux, tenant compte d'une série «d'effets compensatoires». Ainsi, l'URSS vendit en 1976 pour 44,7 roubles la tonne de pétrole à la Hongrie, mais pour 32,1 roubles seulement à la RDA.

Cuba paya le pétrole à un prix encore plus bas. En moyenne, les pays membres du COMECON payèrent le pétrole soviétique à un prix inférieur de 16,6 pour cent au prix courant sur le marché mondial en 1978, alors que cette différence s'éleva à 30 pour cent en 1980.

L'origine de cet accroissement des dettes, c'est l'accroissement du déficit de la balance commerciale. Celui-ci passe, pour la Pologne, de 316 millions de dollars en 1972 à 2,9 milliards de dollars en 1977 et 2 milliards en 1978, mais, ceci, au prix d'une réduction des importations au cours de ces deux dernières années. Pour la Hongrie, les chiffres correspondants sont 66 millions de dollars, 638 millions, 473 millions, 728 millions et 1,16 milliards de dollars. Pour la Tchécoslovaquie, le déficit passe de 122 millions de dollars en 1972 à la moyenne de plus de 700 millions de dollars en 1976, 1977 et 1978 (même source).

La situation est particulièrement dangereuse pour la Pologne. Celle-ci doit actuel-

L'ENDETTEMENT ACCRU A L'EGARD DES PAYS IMPERIALISTES

Les effets de la récession de 1974-75 sur le nouveau modèle de croissance des «démocraties populaires» ont été un accroissement considérable du déficit de leur balance commerciale. Les débouchés escomptés en Occident ont été fort inférieurs aux débouchés planifiés. Le déficit a été couvert essentiellement par une montée en flèche des crédits accordés par des banques privées occi-

dentales. L'ensemble de la dette nette des «démocraties populaires» et de l'URSS à l'égard des pays impérialistes a atteint, sinon dépassé, 60 milliards de dollars, selon la Commission économique pour l'Europe des Nations-Unies (*Le Monde*, 3 avril 1980). L'évolution de cette dette pour les trois pays que nous examinons a été la suivante :

DETTES A L'EGARD DE L'OCCIDENT (en milliards de dollars)										
	Dettes brutes						Dettes nettes			
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977
Pologne	2,5	4,9	7,8	11,0	13,0	17,0	4,4	7,1	10,2	12,6
Hongrie	2,0	2,3	3,2	3,4	4,1	7,0	1,75	2,3	2,4	3,0
Tchécoslovaquie	0,9	1,1	1,5	2,2	2,9	3,5	0,7	1,2	1,8	2,4

Dettes nettes : dette brute moins avoirs en or et en devises occidentales déposées dans des banques occidentales

(Source : Askanas-Fink-Levcik : East-West Trade and CMEA indebtedness in the Seventies and Eighties, publié par la «Zentralsparkasse und Kommerzbank», à Vienne, septembre 1979)

lement employer plus de deux-tiers de ses rentrées annuelles en devises (c'est-à-dire le produit de ses exportations vers l'Ouest, plus les rentrées du tourisme occidental, les renvois de devises par des émigrés polonais à leurs familles restées en Pologne, et les revenus nets de la marine marchande polonaise) au seul service de la dette (*Wirtschaftswoche*, 15 février 1980).

Aussi, la bureaucratie polonaise recherche-t-elle pour le moment un gros prêt des banques occidentales pour pouvoir rembourser une partie des dettes venant à échéance en 1980. Les Polonais ont avancé le chiffre d'un milliard de dollars, mais selon les banquiers impérialistes, c'est plutôt de

quatre milliards de dollars que ce pays aurait besoin (*International Herald Tribune*, 5 mai 1980). Cette quête frénétique de dollars n'est pas sans rapport avec l'enthousiasme fort tiède que la bureaucratie polonaise a manifesté pour appuyer l'intervention soviétique en Afghanistan, comparé à celui des autres «alliés fidèles» du Kremlin tels la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la RDA et même la Hongrie dans ce cas précis.

On pourrait se demander pourquoi les impérialistes continuent à accorder des crédits importants aux «démocraties populaires» (et dans une mesure à peine moindre à l'URSS), les banques américaines participant d'ailleurs à ces opérations dans des proportions importantes.

L'explication est essentiellement économique et non politique.

La période de dépression que connaît l'économie capitaliste internationale est une période de suraccumulation de capitaux, c'est-à-dire d'abondants capitaux en friche, non utilisés dans les pays impérialistes eux-mêmes, phénomène particulièrement prononcé durant les phases de récession comme celle de 1974-75 et celle de 1979-80 (ou 1981). Les pays à économie planifiée apparaissent donc comme des débouchés pour ces capitaux surabondants, dans la mesure où l'intérêt est payé régulièrement et qu'il n'y a pas de banqueroute d'Etat (d'incapacité ou de refus de rembourser le prêt

lorsqu'il vient à échéance). A ce propos, les «démocraties populaires», l'URSS et la Chine offrent des garanties supérieures — sont considérées comme étant plus «solubles» — que la plupart des pays semi-coloniaux, autre débouché de marque pour les excédents de capitaux impérialistes.

En accordant de substantiels crédits aux pays à économie planifiée, les banques impérialistes ne font, en dernière analyse, que financer un flux d'exportations de biens d'équipements fabriqués en Occident, qui ne trouveraient autrement pas d'acheteurs. Ce qui paraît, à première vue, comme une «aide» aux «pays socialistes» est en réalité une aide aux industries produisant des biens d'équipement au sein des pays impérialistes eux-mêmes. Le ralentissement de la progression du commerce Est-Ouest qui s'est manifesté depuis le moment où le déficit de la balance des paiements des «démocraties populaires» a atteint son point culminant (pour la plupart de celles-ci, en 1976), signifie d'ailleurs que ce commerce ne pourra plus jouer, en 1980-81, le rôle de soupape de sûreté qu'il a

joué pendant la récession de 1974-75.

Il faut encore tenir compte de la concurrence farouche, exacerbée par la crise, que se font mutuellement les pays impérialistes et les principales «multinationales» sur le marché mondial des «usines à livrer clés en mains», et, plus généralement, sur le marché mondial des biens d'équipement. Le crédit à l'exportation, et le crédit accordé à l'acheteur, sont des armes importantes dans cette lutte de concurrence. Arrêter le crédit accordé à tel ou tel Etat ouvrier signifie, dans ces conditions, pour un pays impérialiste déterminé, accroître objectivement les chances d'un concurrent de lui arracher un marché, donc de renforcer la capacité compétitive globale de ce concurrent sur d'autres marchés également.

Il n'en reste pas moins vrai que l'endettement des «démocraties populaires», et surtout celui de la Pologne, est en train de s'approcher petit à petit de la côte d'alerte et que son rythme d'accroissement va devoir vraisemblablement se ralentir dans les années à venir.

COMMERCE, TROC ET ACCORDS DE COMPENSATION

Par le biais du marché mondial, la loi de la valeur exerce une pression incontestable sur la planification des Etats ouvriers les plus «ouverts» au commerce avec les pays capitalistes. Elle sape le système des prix stables et «planifiés». Selon les choix de la bureaucratie, elle peut même provoquer un alignement de certains prix sur ceux du marché mondial. C'est ce qui est arrivé en Hongrie, où en janvier 1980, le gouvernement a imposé aux entreprises des hausses de prix importantes, pour l'énergie et les matières premières : 64 pour cent pour le charbon, 22 pour cent pour l'électricité, 75 pour cent pour le mazout, 30 pour cent pour les produits chimiques de base (*Le Monde*, 23-24 mars 1980).

Cependant, on aurait tort de voir les rapports commer-

ciaux Est-Ouest sous l'aspect d'une dépendance croissante des premiers par rapport aux seconds, d'une influence de plus en plus impérieuse de la loi de la valeur sur l'évolution interne de l'économie des Etats ouvriers. En fait, puisque les «multinationales» impérialistes sont intéressées par les débouchés à l'Est et puisque la bureaucratie se refuse à dépasser un certain plafond d'endettement, afin de conserver sa liberté d'action, les exportateurs occidentaux sont bien obligés de rechercher des solutions de rechange au commerce «classique».

D'une part, les accords de troc se sont multipliés, surtout au niveau gouvernemental, et dans le cadre de certains contrats privés. Ces accords ont eu des incidences graves sur certains marchés occidentaux, des

fournitures soviétiques prévues par ces accords accaparant une part importante de ces marchés au moment où les industries occidentales concernées souffraient d'importantes capacités excédentaires (c'est surtout le cas pour certains produits pétrochimiques).

L'autre solution de rechange, ce sont les accords de coopération et de compensation, qui prévoient également un flux plus ou moins stable de produits en provenance de l'Est, vers les pays impérialistes, la stabilité étant assurée par la planification des Etats ouvriers, c'est-à-dire par le fait que ces pays ne connaissent pas de récession, dans une conjoncture où l'instabilité des marchés capitalistes risque d'être de plus en plus prononcée.

Selon une étude du *Monde diplomatique* de mai 1980, les accords de coopération porteraient actuellement sur 25 à 35 pour cent du commerce Est-Ouest. Ils vont de simples accords de sous-traitance aux diverses formes de «compensation industrielle» : paiement d'usines, de machines ou de licences occidentales en produits résultants.

UNE POLITIQUE D'AUSTERITE

Ainsi, une série de pressions et de tensions externes et internes concordent pour obliger la bureaucratie des trois «démocraties populaires» examinées à renverser le cours de la politique sociale suivie pendant la dernière décennie. Une politique d'austérité est partout à l'ordre du jour.

En Hongrie, il y eut dès juillet 1979 une augmentation générale des prix des produits alimentaires de l'ordre de 20 pour cent. Pour 1980, les prix des «services» seront libérés, ce qui impliquera à son tour de substantielles augmentations. Officiellement, on parle d'une «stagnation» du niveau de vie. Mais comme celui-ci inclut le «salaire indirect» (les dépenses sociales) qui continue à augmenter, le salaire direct réel a

effectivement diminué en 1979. Officiellement, on s'attend à une «augmentation» de l'ordre de 0,5 pour cent seulement en 1980 (*Nepszabadsag*, 8 décembre 1979). Il est plus probable qu'il y aura, pour la deuxième année consécutive, une baisse des salaires réels en 1980. Les dirigeants de la bureaucratie hongroise, parlant devant le congrès du parti de mars 1980, n'ont d'ailleurs pas caché que l'ensemble du quinquennat 1981-1985 sera placé sous le signe de l'austérité.

Il en va de même en Pologne. Au 8ème congrès du Parti communiste polonais, Gierak a insisté sur le fait qu'il est «absolument nécessaire» d'introduire des économies partout, y compris dans la consommation de la population laborieuse. Il est vrai que le plan laisse encore prévoir une modeste augmentation des salaires réels. Mais ces chiffres sont sujets à caution.

Quant à la Tchécoslovaquie, le 21 juillet 1979, il y a eu toute une série de hausses de prix spectaculaires : 50 pour cent pour le prix de l'essence et des vêtements d'enfants, 100 pour cent pour les tarifs du téléphone et des services postaux, etc. (*New York Times*, 22 juillet 1979). Au plénum du comité central du Parti communiste tchécoslovaque de décembre 1979, on a parlé d'une hausse du coût de la vie de 2,9 pour cent en 1979, «compensée» par une augmentation des revenus réels de 2,2 pour cent en 1980 (*Neue Zürcher Zeitung*, 19 décembre 1979), c'est-à-dire qu'on a admis une réduction du pouvoir d'achat des masses. Cette réduction est plus forte que les chiffres officiellement mentionnés.

Ces mesures d'austérité sont généralement accompagnées d'une pression accrue sur les travailleurs pour accélérer les cadences et augmenter la «discipline du travail». Dans le cas de la Hongrie, la législation du travail a été modifiée afin de pénaliser les travailleurs «fainéants» et «négligents». Des réductions de salaires allant

jusqu'à 20 pour cent, ainsi qu'en cas de faute grave, le licenciement, sont prévues pour des «infractions à la discipline du travail». Des amendes allant jusqu'à 50 pour cent du salaire peuvent s'ajouter «exceptionnellement» à ces pénalisations graves.

Il est cependant intéressant de noter que la résistance ouvrière à ces menaces reste forte. Elle trouve même une expression publique. En février 1980, le quotidien *Nepszabadsag* organisa une «table ronde sur la discipline du travail», au cours de laquelle un ouvrier de la grande usine *Csepel* de Budapest souligna que la raison principale du manque de discipline dans les entreprises, c'est la désorganisation de la production causée par les «instances supérieures» : l'approvisionnement irrégulier en matières premières, le manque de pièces détachées, etc. Si la production s'arrête pour ces raisons-là, «le directeur n'a pas beaucoup d'arguments moraux pour exiger un effort plus intense de la part des ouvriers, puisque c'est de sa faute, si l'on ne peut garantir une production continue» (*Nepszabadsag*, 10 février 1980).

Un journaliste présent à cette table ronde l'appuya. Dans beaucoup de cas, dit-il, l'absence de discipline est la faute des directeurs et non celle des ouvriers. «L'exemple de discipline montrée par les directeurs détermine fondamentalement la discipline des ouvriers» (ibidem.).

Il ne faut pas prendre cette dernière formule dans un sens par trop littéral. Quand les ouvriers parlent de «l'indis-

cipline» des directeurs, ils ne visent pas seulement la gabegie et le gaspillage bureaucratiques. Ils visent aussi les privilèges matériels exorbitants, les pots de vin, la corruption, le «marché parallèle». C'est un secret de polichinelle, dans les «démocraties populaires» comme en URSS (et maintenant aussi, de manière croissante, en Chine), qu'une bonne partie, sinon la majeure partie, du haut niveau de vie de la bureaucratie provient de ces sources-là, et non des simples traitements et primes plus élevés.

En Hongrie, on estime officiellement que le montant des seuls pots de vin s'élève à 10 milliards de *forints* par an. Aussi, la bureaucratie doit-elle, de temps en temps, déclencher une campagne de dénonciation démagogique contre les «frais de représentation excessifs», ou en faveur de la «réduction nécessaire du personnel administratif», afin de dorer la pillule des mesures d'austérité imposées aux travailleurs. Au 8ème congrès du Parti communiste polonais, il y eut un véritable déchaînement de discours contre la «corruption en haut lieu» et le style de vie «extravagant» des milieux dirigeants (*Trybuna Ludu*, 14 février 1980). Puis, les autorités ont décidé de réduire de 10 milliards de *zloty* l'an le budget de fonctionnement des administrations publiques et économiques (*Le Monde*, 8 mai 1980).

Tout cela ne coûte évidemment pas très cher, car la bureaucratie qui contrôle le surproduit social dans son ensemble peut rattraper par une technique d'appropriation déterminée des privilèges matériels, si une autre technique est mise en question.

DES RISQUES SOCIAUX ET POLITIQUES CONSIDÉRABLES

Le tournant de politique sociale qu'implique la révision déchirante du modèle de croissance appliqué au cours de la dernière décennie comporte des risques considérables. Jusqu'ici, l'élévation du niveau de vie des consommateurs, et l'adaptation progressive de leur standing à celui des pays impérialistes,

était la stratégie fondamentale de la bureaucratie d'après-les-Printemps-de-Prague. Cette stratégie ne pourra plus s'appliquer dans les années à venir. La déstabilisation politique suivra-t-elle la «normalisation économique», comme la «normalisation politique» avait suivi la stabilisation puis l'expansion écono-

mique accélérée ?

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la bureaucratie est inquiète. Cela se reflète dans les décisions prises aux deux congrès des partis communistes qui se sont tenus dernièrement, celui du PC polonais en février 1980, celui du PC hongrois en mars 1980. Le personnel politique dirigeant a été assez largement renouvelé à ces deux occasions, sans que les «chefs» (Gierek et Kadar) soient eux-mêmes visés. En Pologne, quatre des quatorze membres du bureau politique (dont le Premier ministre Jaroszewicz) n'ont pas été réélus. En Hongrie, cinq des quinze membres du bureau politique ont mordu la poussière.

La situation est évidemment différente dans les trois pays. Il faut donc se garder de conclusions et de généralisations hâtives. En Pologne, il y a un large milieu opposi-

NOTES

1) Voir à ce propos l'étude de Benjamin N. BASTIDA, parue dans le numéro spécial économique, 67-68, d'«Inprecor» de janvier 1980.

tionnel, appuyé par un courant important au sein de la classe ouvrière elle-même. L'anniversaire des grandes grèves des ports de la Baltique a été célébrée, le 18 décembre 1979, à Gdansk, par une manifestation aux chantiers navals, à laquelle participèrent des milliers de personnes et où, parmi les discours prononcés, il faut épingleur celui d'un ouvrier réclamant le droit de constituer des «syndicats libres qui défendront nos droits». En Tchécoslovaquie, il y a un mouvement d'opposition politique audacieux et politiquement plus avancé, mais davantage isolé de la classe ouvrière. Quant à la Hongrie, pour le moment, l'activité politique y reste fort réduite, en dehors de quelques milieux intellectuels spécialisés.

Cependant il faut noter que, si dans ce dernier pays, il n'y eut point de réaction violentes contre les hausses des prix de 1979, le mécontentement s'y accentue également. Zoltan Zsille, un sociologue industriel exclu du parti en 1974, pour avoir protesté contre des sanctions exercées à l'égard d'autres sociologues et

philosophes critiques, note que les augmentations de salaires accordées au début des années 70, furent le résultat de puissantes pressions ouvrières. D'autres «libéraux» hongrois soulignent également la montée du mécontentement face à la gestion bureaucratique, fût-ce de manière plus modérée que Zsille (voir l'intéressant débat entre Hegedüs, ancien premier ministre, Zsille et Földvari, lui aussi sociologue, dans le *Wiener Tagebuch* de novembre 1979).

Mais les réactions des masses laborieuses habituées depuis des années à des augmentations régulières de leur niveau de vie, et maintenant brusquement confrontées avec des mesures d'austérité sévères, sont imprévisibles. Selon qu'elles prennent telle ou telle ampleur, qu'elles aient tel ou tel écho au sein de l'appareil lui-même, qu'un processus de politisation plus ou moins large se mette en branle, suivi d'activité croissante des masses, les risques courus par la politique d'austérité peuvent s'avérer plus graves que ce que les dirigeants de la bureaucratie ont prévu. □

2)	PRIX DES CARBURANTS, MATIERES PREMIERES ET METAUX (1970 : 100)					
	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Sur le marché mondial	108	111	168	243	247	258
Au sein du COMECON	105	110	113	119	175	177

(«Voprossi Ekonomiki», 1978, numéro 8)

Supplément hors abonnement à INPRECOR

Les textes et résolutions
du XIe Congrès mondial de la IVe Internationale

passer vos commandes

30 francs français

350 pages

La grève des métallos a révélé les limites de la «libéralisation»

Les 41 jours de grève des métallurgistes de l'ABC, dans la banlieue de Sao Paulo, du 1 avril au 11 mai, ont durement mis à l'épreuve la libéralisation conduite par la dictature militaire.

En révélant au grand jour la véritable politique de toutes les forces en présence, elle permet de mieux comprendre et dessiner le combat de classe qui s'engage au Brésil, seize ans après le coup d'Etat de 1964.

Nous publions deux articles, l'un sur la

situation économique et politique après la grève des métallos, l'autre sur les problèmes de construction du Parti des Travailleurs.

Pour compléter ce dossier, nous publierons dans un prochain numéro d'Inprecor, à titre

de document, le projet de programme pour le congrès du PT, adopté en avril par le congrès régional de l'Etat du Rio Grande do Sul, et nous reviendrons également sur l'attitude des organisations d'extrême-gauche face au PT.

Daniel BEN SAID

ENTRE 1964 et 1974, il n'y a pas eu de miracle au Brésil, mais seulement le plus grossier des escamotages. En dix ans, broyé par la dictature, le peuple travailleur a perdu plus du tiers de son pouvoir d'achat au bénéfice des exploités nationaux et internationaux.

Les inégalités se sont creusées, les contrastes aggravés. Les statistiques officielles manquent de fiabilité dans l'immensité brésilienne. Néanmoins, toutes les études récentes confirment les grandes tendances :

— les 40 pour cent les plus pauvres de la population, qui recevaient en 1960, 9,8 pour cent du revenu national, n'en recevaient plus que 7,8 pour cent en 1979, pendant que la part des 10 pour cent des plus riches passait de 50 à 51,9 pour cent (1).

— D'après une autre source, la part des 5 pour cent les plus riches de la population est passée de 27,3 pour cent à 36,3 pour cent entre 1960 et 1970, pendant que la part des

50 pour cent les plus pauvres tombait de 17,7 pour cent à 13 pour cent. En 1970, 50,2 pour cent de la population active gagnait moins que le salaire minimum ; en 1972, 52,5 pour cent de la population active étaient passés au-dessous de la barre (2).

— De 1961 à 1976, les salaires réels des travailleurs non qualifiés auraient chuté de 42 pour cent, pendant que ceux des personnels dirigeants montaient de 22 pour cent.

Cette exploitation forcée s'est bien évidemment traduite sur l'évolution des conditions de travail : de plus en plus d'heures supplémentaires obligatoires, multiplication des accidents du travail (sur 4000 cas étudiés, 23 pour cent étaient dus à des défaillances humaines et 77 pour cent aux conditions d'hygiène et de sécurité lamentables), discipline despotique dans les usines. Cette surexploitation se traduit également dans les conditions de vie quotidienne dans les grands centres urbains : flux migratoires et croissance monstrueuse des bidonvilles sans eau, sans

égoûts, sans électricité, sans rues goudronnées, absence de crèches et de transports collectifs, masses d'enfants non scolarisés. A Sao Paulo, 8550 autobus circulent pour 6,8 millions de passagers par jour (soit 130 personnes par véhicules aux heures de pointe). De 1960 à 1973, la mortalité infantile a augmenté de 45 pour cent.

Ce sont les dessous sordides du miracle.

L'autre aspect, c'est le bond en avant de l'industrialisation et de l'urbanisation, un accroissement spectaculaire du développement inégal. De 1950 à 1975, la population de Sao Paulo est passée de 2,4 à 9,9 millions d'habitants, celle de Rio de Janeiro, de 2,8 à 8,3 millions. L'indice de production industrielle est passé de 100 en 1970 à 164 en 1975.

1) D'après Richard Webb et Guy Pfefferman, dans une récente étude de la Banque mondiale.

2) Duarte dans Sao Paulo, «Crescimento e pobreza», ed. Loyla 1975, cité dans les «Cahiers du Féminisme», mars 1980.

De 1950 à 1970, la part des ouvriers et mineurs dans la population active est passée de 22 pour cent à 38 pour cent. Les industries mécaniques, électriques et le matériel de transport, qui occupaient 4,3 pour cent de la force de travail en 1950, en occupaient 17,5 pour cent en 1970. En 1974, dans l'Etat de Sao Paulo, elles en occupaient 29,2 pour cent. L'industrie automobile, qui produisait 174 000 véhicules en 1963, en produisaient 1 126 000 en 1979 (3).

Mais cette croissance économique s'est accompagnée d'un afflux permanent de capital international pour qui l'investissement brésilien est devenu un paradis. Ainsi, en 1977, les trusts impérialistes contrôlaient 100 pour cent de la production automobile et 94 pour cent de la production pharmaceutique.

Cependant la structure des échanges brésiliens continue de se modifier : la part des Etats-Unis dans les exportations est tombée de 48 pour cent en 1950 à 21 pour cent en 1974, pendant que celle de l'Allemagne passait de 1,6 pour cent à 7,5 pour cent, celle des Pays-Bas de 2,3 pour cent à 7,4 pour cent, celle du Japon de 0 à 5,7 pour cent. En ce qui concerne les importations, les Etats-Unis ne fournissaient plus que 27,7 pour cent en volume global en 1974 (contre 46,4 pour cent en 1970) alors que la part de l'Allemagne passait de 2,1 pour cent à 13,4 pour cent et celle du Japon de 0 à 9,8 pour cent (Allemagne plus Japon : 23,2 pour cent contre 27,7 pour cent aux Etats-Unis). Depuis 1974, cette tendance s'est confirmée

au point que les importations en provenance de l'Allemagne et du Japon doivent à présent rattraper celles en provenance des Etats-Unis (4).

Mais, depuis le milieu des années 1970, le gouvernement brésilien entreprend de nouveaux efforts pour redéployer ses échanges commerciaux. Après la décision américaine de boycotter les livraisons de céréales à l'Union soviétique, le Brésil a refusé comme son voisin argentin de suivre l'exemple et le président Figueiredo est invité en URSS où il cherchera probablement à négocier de nouvelles exportations de soja. En même temps, le Brésil a amorcé un rapprochement de coopération économique avec l'Argentine, conclu des accords avec la CEE et la Pologne, passé un contrat de 20 ans avec l'Angola pour la prospection et la production pétrolière (prise de participation de 17,5 pour cent de la *Petrobras* en Angola) et amorçait une offensive en direction des pays arabes (5).

Dans ces conditions, si la bourgeoisie brésilienne sort renforcée de cette phase d'expansion, elle n'en demeure pas moins fragile et divisée. L'industrialisation n'est pas le fait d'une bourgeoisie nationale forte et énergique, mais de la combinaison entre l'initiative de l'Etat et l'injection de capitaux étrangers. La dictature militaire a pris, après 1964, la relève de l'Etat populiste pour conduire le processus de développement. L'appareil étatique et militaire a ainsi dû jouer le rôle que la bourgeoisie, en tant que classe, était incapable de jouer, en raison de son rachitisme.

brésilienne. Une fraction est directement associée à l'Etat dans des entreprises mixtes et souhaite le maintien d'une politique fortement interventionniste. Une autre fraction, plus faible, dans le secteur du commerce et de l'industrie légère, réclame également la protection de l'Etat, alors que l'aile la plus dynamique, associée au capital multinational, souhaite que l'Etat se replie et abandonne au privé l'investissement dans le secteur des biens de production.

Si la bourgeoisie a profité de cette phase d'expansion pour sortir du rachitisme, elle a profondément ressenti dès 1973 l'essoufflement du miracle, l'épuisement d'un cycle de croissance, et se trouve aujourd'hui, face à une récession qui commence, dans une position difficile.

En effet, la crise menace de frapper de plein fouet l'économie brésilienne. Déjà, le taux d'inflation s'approche des sommets qu'il avait atteint dans les dernières années du populisme. Au premier trimestre 1980, il est de 17,9 pour cent contre 13,8 pour cent au premier trimestre 1979. De mars 1979 à mars 1980, il est supérieur à 83 pour cent (le record en 1964 fut de 92 pour cent). La dette extérieure est passée de 6 milliards de dollars US en 1973 à 50 milliards en 1980 !

Les projections démographiques prévoient qu'au rythme de croissance actuel, la population passerait de 120 millions à 203 millions en l'an 2000, avec un accroissement dramatique des disparités régionales.

Dans l'hypothèse forte (et plus qu'optimiste, compte tenu

LA BOURGEOISIE PRISE AU PIEGE DE SON HISTOIRE

Pendant le boom économique de 1967-1973, 60 pour cent des investissements ont été pris en charge par l'Etat. Le nombre des entreprises d'Etat est passé de 37 en 1960 à 131 en 1976. Leur part dans les 300 premières entreprises est passé de 17 pour cent en 1966 (contre 36 pour cent

aux firmes privées et 46 pour cent aux multinationales) à 32 pour cent en 1974 (contre 28 pour cent aux firmes privées et 40 pour cent aux multinationales). (6)

Cette situation provoque d'importantes différenciations au sein même de la bourgeoisie

3) Sources IBG et ANFAVEA.

4) Sources : «conjuntura economica», 1972, actualisé avec des données Cacex, Banque du Brésil, citées par Carlos Langoni dans «A Economia da Transformação».

5) «Latin America Regional Report», 25 février 1980.

6) Sources: Baer, «Sur le capitalisme d'Etat au Brésil», 1976.

du contexte international) d'une croissance annuelle de 7 pour cent en moyenne, 14 pour cent de la population du sud industrialisé et 54 pour cent de la population des régions agraires du nord se trouveraient encore dans une situation de sous-alimentation. Mais, dans l'hypothèse basse d'un taux de croissance de 4 pour cent, ce sont 39 pour cent de la population du sud et 75 pour cent de la population du nord qui connaîtraient la sous-alimentation. Or, l'an passé, le taux de croissance des industries automobiles est tombé de 13 à 5,5 pour cent (7).

Cette chute devrait se confirmer dans l'année en cours, avec les effets cumulés de la récession et des 41 jours de grève des métallurgistes de l'ABC, dans la région de Sao Paulo, qui signifie la perte irrémédiable de 12 pour cent au moins de la production annuelle.

C'est maintenant que la bourgeoisie aura à affronter les contradictions accumulées pendant un quart de siècle. La profonde intégration de l'économie brésilienne à l'économie impérialiste mondiale lui fera subir directement l'onde de choc de la récession et la crise prévisible de l'industrie automobile. Dans ces conditions, la bourgeoisie brésilienne devrait procéder à une restructuration d'autant plus explosive qu'elle ne dispose pas d'amortisseurs politiques et que les lenteurs de «l'ouverture démocratique» peuvent être source d'explosions sociales brutales.

De plus, l'écrasement des institutions populistes par la dictature militaire, a brisé les mécanismes traditionnels d'intégration de la classe ouvrière au prétendu consensus national.

L'un des dirigeants du Parti des Travailleurs de Porto Alegre analyse cette faiblesse politique en ces termes : «*Les racines historiques de la structure politico-partidaire au Brésil résident dans l'incapacité de la classe dominante bourgeoise d'accepter la démocratie et de rompre sa subordination au capital étranger. Le caractère élitiste et exclusif est une constante de la*

politique brésilienne. Il en fut ainsi sous l'Empire avec le vote censitaire, subordonné directement au pouvoir économique. Cela a continué sous la République avec le système des partis régionaux qui défendaient les intérêts des oligarchies latifundiaires et agro-exportatrices des Etats, en même temps qu'ils réprimaient bassement toute tentative de représentation politique des classes populaires. Le paternalisme de Vargas durant les années 1930-45, avec tout le prestige dont bénéficiait un gouvernement nationaliste attentif à la question sociale, ne fut pas moins démobilisateur et opposé à la participation collective des masses. Et il ne fut pas moins cruel dans la répression. Les prisons furent toujours pleines de communistes et de syndicalistes qui luttaient pour l'autonomie et la liberté des structures syndicales. Le pays n'a connu une vie plus nationale et programmatique de partis qu'après 1945, quand s'est accéléré le processus d'industrialisation et d'urbanisation, quand les femmes votèrent pour la première fois, et il était impossible de ne pas percevoir le nouveau profil des classes sociales du pays. Même ainsi, le Parti communiste, bien qu'il ait été le quatrième parti en suffrages en 1945, était à nouveau interdit. La décennie de 1950 à 1964, dominée par le populisme nationaliste qui tentait de gagner le soutien des travailleurs au processus d'industrialisation parrainé par l'Etat, fut insuffisante pour que se créent des partis politiques plus solides avec des racines profondes dans les mouvements sociaux. Après le coup militaire de 1964, se répète l'histoire que nous connaissons tous. Sans parvenir à maintenir une légitimité face à la société qui poursuit son processus d'apprentissage politique tout au long des années 60, le gros de la classe dominante appuie le coup militaire et accentue sa dépendance envers l'impérialisme, rendant impossible un capitalisme brésilien internationalement émancipé. Sans parvenir à gagner une quelconque légitimité, le gouvernement assura une décennie et demie de domination par la terreur poli-

cière et l'écrasement de toute tentative d'organisation populaire massive. C'est ce processus historique qui rend compte du désintérêt des masses pour la politique...» (8).

Cette extrême désorganisation des classes exploitées est bien sûr l'un des atouts majeurs de la bourgeoisie. L'inexistence du mouvement ouvrier organisé lui laisse une certaine initiative et une marge de manœuvre sur le terrain politique. Mais l'inexistence de toute tradition parlementaire et l'étouffement des partis constitue en même temps une faiblesse pour la bourgeoisie elle-même.

Au moment d'aborder une «ouverture démocratique» contrôlée, elle ne dispose pas d'instruments de représentation politique adéquats. Ses deux principaux partis, le PDS et le PP (9), sortis du fourreau de la dictature, ne lui permettent pas de s'unifier politiquement et de surmonter le clientélisme, la fragmentation par Etats, le gangstérisme, qui marquent son histoire. Si elle n'est pas aussi désarmée que le fut la vieille bourgeoisie coloniale portugaise au moment de l'effondrement de la dictature, elle ne dispose pas non plus de l'appareil pré-

7) «World Bank Study : Brazil, human resources special report».

8) Raul Pont, membre de la direction provisoire du PT du Rio Grande do Sul, dans un article publié par la presse de Porto Alegre.

9) Les quatre partis pour lesquels a été conçue la nouvelle loi de légalisation sont le Parti démocrate social (PDS) qui est le parti de la dictature, héritier de l'ancienne ARENA, le Parti populaire, parti de banquiers contrairement à ce que son nom indique, peut constituer une force d'appoint au régime, le PTB (parti travailliste) est l'héritier du populisme de la bourgeoisie nationaliste. Considérablement affaibli par sa cure d'opposition forcée, il conserve des bastions comme le Rio Grande do Sul, fief de l'ancien gouverneur Brizola. C'est le PTB qui participe aux réunions internationales de la social-démocratie. Enfin, le PMDB, issu de l'opposition légale à la dictature, constitue un vaste courant à la remorque de la bourgeoisie libérale qui tient encore autant du mouvement que du parti. Le PCB, comme le PC do B (maoïste) s'y retrouvent côte à côte.

partidaire qu'avait pu construire la bourgeoisie espagnole pour préparer l'après-franquisme.

De sorte que la transition est pour elle un véritable casse-tête. Elle aurait besoin de chercher une nouvelle légitimité dans un processus électoral; mais rien ne garantit, en cas d'élections relativement libres et sans censure, une victoire de la coalition gouvernementale face aux partis de l'opposition légale, et notamment au PMDB, lui-même trop fragile pour contrôler et canaliser le mouvement de masse.

C'est pourquoi la bourgeoisie a su prendre l'initiative, face à la remontée du mouvement de masse, d'une libéralisation limitée, concrétisée par les dispositions d'amnistie assez larges et la mise au point d'un mécanisme très complexe de légalisation des partis, conçu initialement pour déboucher sur un système quadripartite (PDS, PP, PMDB: PTB), à l'exclusion de toute organisation de classe indépendante.

Mais c'est aussi pourquoi, devant le surgissement imprévu du Parti des Travailleurs et l'irruption des grèves ouvrières comme celle de l'ABC, l'appareil de la dictature louvoie et temporise, reporte les élections municipales initialement annoncées pour la fin de l'année, et diffère l'adoption par le Sénat de l'amendement Lobao qui rétablirait l'élection des gouverneurs d'Etat au suffrage universel direct. Elle s'efforce ainsi de gagner du temps pour consolider ses instruments parlementaires avant les législatives prévues pour 1982 et les présidentielles pour 1984.

Mais comment mettre sur pied un plan électoral quinquennal alors que l'économie navigue à vue, sans même un plan annuel ?

Miné par ces contradictions, le régime donne des signes de plus en plus nombreux de pourrissement. Les derniers mois ont vu se multiplier les scandales touchant directement les hautes sphères de l'appareil d'Etat. Ainsi le ministre de l'Agriculture, A. Stable, et le pro-

pre fils du président Figueiredo se sont trouvés impliqués dans la vente illégale d'un million d'hectares à une multinationale japonaise dans le Mato Grosso. Ainsi, le général Golbery, éminence grise du régime, s'est-il vu personnellement impliqué dans une affaire de détournement de fonds des services de santé. Ainsi le ministre des Finances, E. Galveas, et le président de la Banque centrale, Carlos Langoni, ont-ils été directement ébloués.

Les plaies de la bureaucratie et de la corruption, héritées d'un Etat providentiel omniprésent, source de richesse comme de pouvoir, s'étalent de plus en plus au grand jour.

L'unité ne règne pas davantage dans les rangs du patronat. L'aile la plus dynamique est consciente que l'absence de canaux de négociation et d'intégration de la classe ouvrière au niveau de l'entreprise représente à terme une menace : elle pousse à la globalisation des luttes (avec les assemblées monstres de l'ABC) et à leur politisation rapide directement dirigée contre la toute puissance de l'Etat. Des flottements se sont ainsi manifestés parmi les représentants patronaux, qui se superposent à d'autres fractures stratégiques. Par exemple, Luis Vidigal présente sa candidature à la présidence de la puissante fédération patronale des indus-

tries de l'Etat de Sao Paulo, pour s'opposer à la politique coûteuse de plans d'industrialisation de l'Etat dans des régions arriérées, et prêcher la concentration encore plus forte des pôles industriels existants en vertu des mécanismes sauvages de la concurrence. Symptomatiquement, le président Figueiredo a apporté un discret soutien au président sortant, De Nigris, plus étroitement lié à la bureaucratie militaro-technocratique de l'Etat.

Enfin, les 80000 communautés de base de l'Eglise, qui représentent, après l'effondrement du populisme, le seul quadrillage de masse de la population pauvre, ne sont en rien le principal rempart de la dictature. Une aile radicale et militante trouve des appuis jusque dans la hiérarchie. Pendant la dernière grève de Sao Paulo, l'évêque de Sao Bernardo (Claudio Hummes) et l'archevêque de Sao Paulo (Paulo Arns), ont apporté un soutien actif aux grévistes, leur ouvrant les églises et leur offrant leur aide matérielle. Ils auraient été rappelés à l'ordre par le Vatican, deux mois après la visite de Jean Paul II, qui a d'ores et déjà refusé leur proposition de visiter la zone particulièrement turbulente de l'ABC et les régions rurales qui ont connu ces derniers temps de violents conflits sociaux.

LIBERALISATION CONTRE AUSTERITE : UN MARCHÉ DE DUPES

Après les coups de semonce qu'ont représentés les mouvements grévistes de 1979, la bourgeoisie cherche à neutraliser la classe ouvrière la plus combative, pour gagner du temps sur le plan économique comme sur le plan politique.

C'est le sens du système de rattrapage des salaires, en forme d'échelle mobile truquée, mise en place par le ministre de l'Economie, Delfim Neto. Ce système prévoit un rattrapage semestriel automatique aligné sur l'indice national des prix de consommation (INPC) et une négoc-

iation annuelle de la progression salariale en fonction des gains de productivité. D'un autre côté, au titre d'une plus grande justice sociale, Neto tente d'instaurer un impôt sur le capital touchant les 35000 familles les plus fortunées.

Mais, après quelques mois à peine de mise en pratique, le système de rattrapage des salaires laisse éclater toutes ses contradictions.

Tout d'abord, l'inflation est trop rapide (40 pour cent par semestre) : de sorte que les salaires ne font que courir

après l'inflation. Ce qui pousse les travailleurs dans certains secteurs à demander un réajustement trimestriel ou mensuel. Ensuite, la procédure de négociation annuelle sur le gain de productivité constitue, bien que les négociations soient désynchronisées par branches et régions, une échéance régulière et fréquente pour lutter contre l'érosion du pouvoir d'achat. Si la notion de gain de productivité veut donner à l'affaire un tour technocratique, les travailleurs ont vite eu conscience de son arbitraire pseudo-scientifique. Ils sont ainsi poussés à exiger un contrôle sur la marche de l'entreprise pour pouvoir évaluer la nature de cette progression, et en attendant, exigent les augmentations salariales dont ils estiment avoir besoin, comme les 15 pour cent au-dessus de l'indice exigés par les métallos de l'ABC ou les 10 pour cent arrachés par les dockers du port de Santos, malgré la trahison de leur grève par la bureaucratie syndicale. Le risque est grand, au bout de quelques mois, de voir ces grèves et ces explosions se synchroniser dans le sens d'une grève générale. Seule l'inexpérience et la faiblesse organisationnelle du prolétariat retarde de telles possibilités. Enfin l'indice lui-même pose des problèmes au gouvernement. Il assure que le taux d'inflation n'est pas égal dans chaque Etat du Brésil, qu'il est plus faible dans les grandes régions industrielles du sud où sont concentrées les grandes industries. Il a ainsi le culot de prétendre que le rattrapage aligné sur l'indice tournerait à l'avantage des travailleurs de ces régions, et envisage de mettre sur pied des indices différenciés par Etat.

Quant à l'impôt sur le capital, inutile de préciser, en l'absence de mécanisme de contrôle et vu le degré de corruption des hauts fonctionnaires, qu'il a fort peu de chance de donner quelque résultat.

Toutes ces opérations de la bourgeoisie peuvent paraître fort acrobatiques, mais le fond de l'affaire, c'est qu'il lui est

difficile de faire avaler aux travailleurs et paysans surexploités du Brésil, la même supercherie que réussit à faire passer la bourgeoisie espagnole avec le secours inestimable des partis communiste et socialiste : l'acceptation d'une austérité accrue en échange de la consolidation démocratique.

D'une part, parce que la bourgeoisie espagnole a conduit cette opération délicate, à partir de 1976, avant l'entrée dans une nouvelle récession, alors que la bourgeoisie brésilienne devrait le faire à chaud, en plein déclenchement de la récession.

D'autre part, parce qu'elle ne dispose pas de partis ouvriers légaux et de masse, aussi dociles que le PC et le PSOE, pour se faire au sein même de la classe ouvrière les artisans de cette politique de collaboration ouverte.

Enfin et surtout, parce que les promesses démocratiques ne nourrissent pas son homme dans un pays de pauvreté absolue, où la majorité des ouvriers et des salariés agricoles gagnent un salaire minimum de 300 francs par mois (les métallos de l'ABC revendiquaient un salaire horaire de 2,25 francs alors que le prix du paquet de cigarettes est de 2 francs, le prix du litre d'essence 2,50 francs, le prix du litre de lait 1,80 franc et le prix du journal 1,20 franc ; et on dit que les métallos sont une aristocratie ouvrière!...). Dans les campagnes, les paysans des grandes propriétés foncières sont soumis à un demi-servage, sous le contrôle de milices patronales, et se nourrissent parfois de bananes vertes la moitié du temps.

Dans ces conditions, l'armée reste encore la force la plus cohérente et la plus unifiée du régime. Et encore, des différenciations ont commencé à se manifester en son sein. En 1978, quand le PMDB a soutenu la candidature du général Euler Bentes face à celle de Figueiredo. Plus récemment face à la grève de l'ABC : «*Plusieurs révélations viennent d'être apportées, reconnaît le Journal de Genève, quant au rôle joué par l'armée dans le durcissement inattendu de Bra-*

silia. C'est un plan orchestré par la seconde armée brésilienne, stationnée à Sao Paulo qui a permis l'arrestation des principaux leaders syndicaux. C'est la Sécurité militaire qui a mené l'opération et c'est une loi d'exception militaire qui en a également couvert l'exécution. Le Brésil des généraux demeure une réalité» (10).

Si la bourgeoisie a donc le plus grand mal à puiser en elle-même les ressources et les forces nécessaires pour conduire le processus d'institutionnalisation démocratique, sa principale force réside bel et bien dans la faiblesse des organisations ouvrières et populaires. On ne sort pas de là. L'attitude modérée et le rôle de médiateurs respectueux joué par les partis de l'opposition légale (PMDB et PTB) pendant la grève de l'ABC en est une illustration supplémentaire. Au lieu d'exiger le rétablissement des libertés démocratiques et la convocation d'une Constituante souveraine qui figurent à leur programme, ils s'efforcent de jouer les entremetteurs afin de ne pas compromettre l'ouverture graduelle promise par les généraux. Le Parti communiste, installé dans le PMDB au nom de la nécessaire étape démocratique à franchir aux côtés de la bourgeoisie nationale, n'a pas été le moins actif dans les opérations de démobilisation, conformément à un rôle qu'il est désormais bien accoutumé à tenir.

C'est donc bien l'irruption du mouvement de masse et l'émergence possible d'un parti ouvrier indépendant, le Parti des Travailleurs, qui sont susceptibles de bousculer tous les scénarios précaires et de ruiner les calculs des états-majors de Brasilia.

L'EVEIL MASSIF DE LA COMBATIVITE OUVRIERE

L'explosivité du mouvement ouvrier et paysan est le corollaire logique de sa faiblesse organisationnelle et de l'absence de mécanismes légaux d'intégration.

10) Journal de Genève du 11/5/80.

La radicalisation qui s'est développée les trois dernières années est le signe d'un éveil massif de la combativité, mais le niveau de conscience demeure des plus élémentaires. Le détonateur de cette renaissance du mouvement fut la révélation par le FMI en 1977 d'un trucaje gouvernemental sur l'indice des prix, qui aurait provoqué une perte de salaire de 34 pour cent en un an pour les travailleurs en 73-74. Ce scandale exhumé par un organisme officiel a donné aux exploités le sentiment de la légitimité de leurs revendications et les a encouragés à la lutte pour récupérer leur dû.

En 1979, malgré le flou des statistiques, on évalue à 4 ou 5 millions le nombre de travailleurs impliqués dans des actions revendicatives : plus que dans les dernières années du régime Goulart et plus que jamais dans l'histoire du Brésil.

La plupart de ces grèves ont porté sur des revendications salariales et quelques-unes sur les droits syndicaux ou la réintégration de délégués syndicaux réprimés : 14 jours de grève des 240 000 métallos de l'ABC pour l'augmentation des salaires et la libération de leurs délégués ; 8 jours de grève des 10 000 ouvriers de Mannesman (à Contagem, banlieue de Belo Horizonte) pour augmentations de salaires ; 12 jours de grève des 3 800 ouvriers de la FIAT de Rio pour augmentations salariales et réadmission de délégués ; 5 jours de grève de 35 000 métallos de Contagem pour 80 pour cent d'augmentation salariale ; 2 jours de grève des 80 000 travailleurs des transports de Sao Paulo pour une augmentation salariale de 80 pour cent et la reconnaissance de leur commission syndicale ; 2 jours de grève analogue des 222 000 travailleurs des transports dans la région de Rio ; 6 jours de grève des 80 000 travailleurs de la construction de Belo Horizonte et 5 jours des 64 000 de Porto Alegre pour 100 pour cent d'augmentation salariale (11).

Si les luttes phares ont été celles des métallos de l'ABC et celle de la construction de Belo Horizonte, où les ouvriers en révolte ont tenu la rue pendant plusieurs jours dans un climat insurrectionnel, il y eut également des luttes massives chez les enseignants et les employés de banque des principaux Etats.

Ainsi, sur les cinq dernières années, les luttes les plus dures furent celles de la métallurgie. Les motifs de grève les plus fréquents furent les augmentations de salaire ou le paiement de salaires en retard. Mais l'Etat de Sao Paulo a, à lui seul, enregistré la moitié du nombre total d'actions revendicatives de l'ensemble du pays. Ce qui reflète fidèlement les effets du développement inégal au niveau du mouvement ouvrier lui-même (12).

La radicalisation ne s'est pas limitée aux secteurs ouvriers. Elle a largement touché les secteurs d'employés et d'enseignants, les femmes, à travers les associations de quartiers et le mouvement contre la cherté de la vie (mais aussi avec l'apparition d'un mouvement autonome qui s'est exprimé par la tenue d'un congrès de 4 500 femmes de Sao Paulo, le 8 mars) et des étudiants (encore que les mouvements de solidarité à la grève des métallurgistes de l'ABC aient été décevants dans l'université de Sao Paulo). Elle a mobilisé des secteurs entiers de la paysannerie, et surtout récemment dans le sud, contre les taxes gouvernementales sur les exportations de soja, avec des manifestations de villages entiers.

Mais la faiblesse organisationnelle du mouvement ouvrier n'a guère permis d'arracher des victoires à la mesure des mobilisations. Il y a plus d'échecs que de succès dans toutes ces luttes, souvent admirables, de l'année 1979. Et surtout, elles ont laissé de fortes traces dans la conscience d'une couche large de travailleurs, mais peu d'acquis organisés sur

le terrain. Il n'existe pas de commissions syndicales ou de comités dans les entreprises comparables, même de loin, à ce que furent les commissions ouvrières, comme embryons d'un syndicalisme indépendant, au crépuscule du franquisme espagnol.

En effet, les syndicats officiels restent régis par une loi de 1943, directement inspirée de la Charte mussolinienne du travail, qui les subordonne directement au ministère du Travail. Si les cotisations syndicales sont obligatoires, l'affiliation est volontaire et seuls les adhérents élisent leur direction. Mais cette direction élue peut être suspendue par le ministère du Travail, comme le fut l'an passé celle des employés de banque de Porto Alegre et comme vient de l'être celle des métallurgistes de l'ABC.

Le problème de l'indépendance syndicale envers l'Etat et de l'unité syndicale reste donc central.

Les syndicats sont en effet organisés par métiers, sans la moindre structuration inter-syndicale. Il y eut bien au début des années 60 une certaine tolérance des structures de coalition inter-syndicale, comme le *Commando General dos Trabalhadores* (CGT) sous Goulart, ou même comme le mouvement inter-syndical contre le blocage des salaires (MIA) dans les années 67-68, à partir des grandes grèves d'Osasco et de Contagem. Mais, par la suite, le durcissement de la dictature a imposé un retour à l'atomisation totale et étouffé le pouvoir de négociation directe des syndicats légaux, de plus en plus confinés dans des fonctions de gestions des services sociaux, sous la houlette de «pelegos» dociles au régime.(13)

11) Sources : Polycopié du Centre œcuménique de documentation et d'information, Rio.

12) Source : Cadernos do CEAS, 1977.

13) Pelegos : bureaucrates syndicaux, littéralement «tapis de selle», que l'on met entre la selle et la peau du cheval. L'image parle d'elle-même. Ce ne sont pas seulement des bureaucrates, mais des «vendus».

La reconnaissance de l'activité syndicale dans l'entreprise est pratiquement nulle. Le cas de *Saab Scania*, où les syndicats suédois ont imposé en 1977 la reconnaissance d'un comité syndical dans l'entreprise, est une exception.

Le blocage de la vie et de l'action syndicale dans l'entreprise pousse inévitablement les militants et dirigeants syndicaux combattifs, dit «authentiques», vers la recherche de solutions politiques. Rien d'étonnant donc à ce que, après avoir exploré les limites et les impasses de la lutte dans le cadre des structures syndicales officielles, les responsables syndicaux parmi les plus prestigieux, tels que Jaco Bittar (président du syndicat du pétrole de Campinas), José Ibrahim (ex-président du syndicat métallurgiste d'Osasco), Manoel da Conceição (ex-président du syndicat des travailleurs ruraux de Pindare-Mi-

rim), Olivio Dutra (président du syndicat des banques de Porto Alegre), Paulo Skromov (président du syndicat des cuirs et plastiques de Sao Paulo), Wagner Benavides (président du syndicat du pétrole du Mina Gerais), et surtout Luis Inacio da Silva «Lula» (président du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo), aient pris la tête du mouvement pour un parti ouvrier indépendant, le Parti des Travailleurs.

Après des débuts hésitants et difficiles, ce mouvement a commencé à se consolider dans les derniers mois de 1979, au point de gagner l'adhésion de parlementaires et de conseillers municipaux et de devenir plus qu'un grain de sable, un véritable galet dans l'engrenage de la réforme partidaria que le gouvernement tentait laborieusement de mettre sur pied.

le 2 avril à minuit. Et, à minuit, le 2 avril, preuve de la maturité et de la force du mouvement, la «fourmillière de l'ABC» s'arrêtait pile, à 90 pour cent, sans piquets.

Comme la grève ne s'effritait pas, le gouvernement finissait, le 17 avril, par déclarer l'illégalité de la grève, fermer les locaux syndicaux, arrêter les dirigeants, dont Lula. Mais la parade était prévue. Les réunions et le ravitaillement étaient organisés dans les locaux de l'église. Une direction de 400 travailleurs élisait en son sein des relèves aux dirigeants syndicaux arrêtés. L'apparition de «400 Lulas» élargit la couche de travailleurs qui font l'expérience des responsabilités dans la lutte.

La grève continuait jusqu'au 1er mai, dans ces conditions, et montrait encore sa force avec une manifestation de 120000 personnes qui faisaient lever l'interdiction de défilier, les autorités craignant, face à la détermination de l'assemblée, un affrontement généralisé. Mais dès le lendemain, la répression s'intensifiait encore et, au bout de 41 jours de grève, les métallos décidaient la reprise du travail, mais la continuation de la guerre dans l'usine par le ralentissement des cadences et l'insubordination : désormais, derrière chaque machine, le patron trouverait un ennemi irréductible.

Le bilan est donc très partagé.

Sur le plan revendicatif, les travailleurs n'ont pas obtenu grand chose. Mais, contrairement à toutes les prévisions, ils ont fourni une extraordinaire démonstration de force et un exemple à tout le prolétariat brésilien.

Le patronat aura payé cette grève au prix fort (certaines estimations officielles parlent d'un milliard de dollars). Mais surtout, la ténacité de la grève et l'intervention directe du gouvernement ont fait tomber le masque libéral dont prétendait

LES 41 JOURS DE GREVE DE L'ABC

Dès les préparatifs, au mois de mars, la grève des métallurgistes de Santo Andre, Sao Bernardo et Sao Caetano, fut dénoncée par une campagne des medias comme une grève politique, une grève du PT, dès lors que Lula n'était plus seulement un dirigeant syndical, mais le leader d'un parti politique en construction. Cette offensive visait à isoler la grève pour mieux l'écraser.

Une défaite claire et nette des métallos aurait porté un coup à l'avant-garde la plus combative du prolétariat brésilien, discrédité sa direction syndicale, et, par ricochet, décapité le PT. L'enjeu était donc multiple. Les travailleurs de l'ABC, par leur revendication salariale de 15 pour cent au-dessus de l'indice risquaient de battre en brèche la politique salariale de Delfim Neto. En exigeant la stabilité de l'emploi pour au moins un an, le droit d'affichage et le respect de leurs délégués, ils voulaient faire rentrer les droits syndicaux dans l'entreprise. En se mettant en grève, ils défiaient ouvertement

la prétendue «ouverture» vantée par Figueiredo.

Le gouvernement crut d'abord pouvoir miser sur un pourrissement rapide de l'action.

C'était compter sans l'expérience rapidement accumulée par les métallos. Devant 50000 personnes, le 16 mars, au stade de Sao Bernardo, Lula exposait une véritable stratégie : il fallait commencer tout de suite à freiner les cadences («opération tortue») et à refuser les heures supplémentaires pour réduire les stocks patronaux. Il fallait remplir un fond de grève et continuer les négociations. Au vu des résultats, les travailleurs se prononceraient sur la grève seulement le 1er avril, avec la paie du mois de mars, intégralement en poche. Pendant 15 jours, ce furent des meetings volants dans les quartiers et aux portes des usines, des explications dans les bus de ramassage. Le 1er avril, 60000 métallos unanimes votaient la grève en réponse l'intransigeance patronale, pour

se parer la dictature. Il sera difficile de légitimer le processus électoral annoncé pour 1982, en gardant en prison les dirigeants syndicaux. Et, en les libérant, la répression se montrerait velléitaire et ligotée dans ses contradictions : déjà, l'an passé, le ministère du Travail avait dû céder et rétablir Lula dans ses fonctions syndicales après l'avoir suspendu. Enfin, libérer Lula sans le réintégrer dans ses responsabilités, c'est en faire un martyr en liberté totalement disponible pour se consacrer à la construction du PT.

Plus lucide et éclairée, la

bourgeoisie internationale ne s'y trompe pas, à l'image du très sérieux *Journal de Genève*, qui titre un article de bilan de la grève : «Victoire à la Pyrrhus pour les généraux brésiliens».

Les ouvriers, quant à eux, ont acquis la conviction que la démocratie dont se gargarisent les journaux «s'arrête aux portes des usines». Les partis de l'opposition respectueuse n'ont même pas eu le courage de se battre pour leur programme. Seul le PT est apparu comme un parti militant, un parti d'authentiques travailleurs qui se collettent avec la dictature.

A BAS LA DICTATURE MILITAIRE

La grève des métallurgistes de l'ABC constitue un parfait révélateur de ce que sont les tâches du mouvement ouvrier au Brésil autour de trois axes.

1 — Tout d'abord, la lutte pour les libertés démocratiques, le rétablissement du droit de grève, la légalisation sans restriction des partis politiques, l'abolition de toute censure et l'amnistie totale, la convocation immédiate d'une Assemblée constituante libre et souveraine, en un mot, pour que le renversement de la dictature demeure une priorité. C'est dans ce sens que se sont orientés les propositions du PT pendant la grève, selon les déclarations d'un de ses dirigeants, Paulo Skromov, au journal *Em Tempo* (1er mai 1980) : «Par sa direction nationale, le PT a proposé aux autres courants du mouvement syndical, la convocation de toutes les catégories de travailleurs pour discuter les perspectives d'une grève générale de solidarité, proposition qui s'est heurtée à l'intransigeance de la prétendue 'unité syndicale' (animée par le PC) et qui, de toute évidence, ne pouvait être mise en pratique par le seul PT. Au niveau du mouvement démocratique, le PT a lancé une proposition de lancement d'une ample campagne pour la liberté et l'autonomie syndicale, pour le

droit de grève».

2 — Ensuite la lutte sans compromis contre l'exploitation et pour les revendications ouvrières :

* pour un salaire minimum unique ouvrier et paysan et pour une authentique échelle mobile des salaires fondé sur un indice contrôlé par les travailleurs. Ces derniers ont fait l'expérience en 1973 et 1974 de l'escroquerie à l'indice. On veut maintenant les diviser et les tromper avec des indices différenciés par Etat. Ils constatent tous les jours que les salaires ne font que traîner la patte derrière une inflation galo pante : même avec 15 pour cent d'augmentation au-dessus de l'indice, les métallos de l'ABC n'auraient eu qu'une augmentation annuelle de salaire de 86 pour cent pour une inflation supérieure à 83 pour cent, c'est-à-dire une perte de

salaire réel du fait des délais de réajustement;

* le refus des heures supplémentaires, le ralentissement des cadences, l'échelle mobile des heures de travail;

* l'expropriation des grandes entreprises multinationales et nationales, des latifundia; un plan économique ouvrier de reconversion et de production;

* le contrôle ouvrier sur les prix, sur la production, sur les livres de comptes. Au gouvernement qui prétendait contrôler le fond de grève des métallos de Sao Bernardo, les grévistes répondaient avec beaucoup d'à-propos en réclamant l'ouverture des livres de comptes de Volkswagen, Mercedes, FIAT, General Motors, Saab Scania, Perkins, Ford, Chrysler, Toyota, etc.

3 — Enfin, la lutte pour l'unité et l'indépendance de classe :

— pour l'unité et l'indépendance syndicale, pour une centrale unique des travailleurs, indépendante du ministère du Travail; pour la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise;

— pour un parti de masse ouvrier, pour un parti sans patrons, pour un parti des travailleurs, pour la construction du PT (14). □

14) Pour avoir une idée d'un programme plus complet, se reporter au programme pour le PT adopté par le congrès du Rio Grande do Sul.



Les problèmes de la construction du Parti des Travailleurs

Daniel BEN SAID

SI la classe ouvrière brésilienne n'a jamais été profondément et massivement organisée de façon indépendante; les quinze années de dictature ont encore creusé ce vide. Alors que le Parti populiste (le PTB) s'étiolait dans l'opposition et l'exil, alors que le PC et les organisations armées se discréditaient, naissait un prolétariat urbain massif qui devait trouver ses propres formes d'expression politique.

Il n'est pas étonnant que l'idée d'un parti ouvrier indépendant, le Parti des Travailleurs, soit née fin 1978, début 1979, à l'initiative de dirigeants syndicaux combattifs, pour qui les limites légales du

syndicat officiel devenaient une entrave insupportable.

Depuis le début de l'année en cours, le mouvement pour le PT semble avoir pris son essor définitif. Il regroupe des syndicalistes de générations les plus diverses : ceux qui ont connu l'époque du syndicat anarchiste, comme l'octogénaire Mario Pedrosa, fondateur de l'opposition de gauche au début des années 30; ceux de l'après guerre; ceux qui ont connu l'expérience du mouvement contre le blocage des salaires (MIA), dans les années 60; ceux des toutes dernières luttes; des courants d'extrême-gauche qui émergent de la clandestinité, des dirigeants paysans comme Manoel da Conceição, et d'importants courants chrétiens, y compris des prêtres connus.

lors de la rencontre nationale du 10 février dernier.

Cette plate-forme exige, au chapitre des libertés démocratiques : *«des syndicats libres et indépendants de l'Etat; la légalisation des commissions et délégués d'usines, élus démocratiquement par les travailleurs; la centrale unique des travailleurs élue démocratiquement par tous les travailleurs; le droit de grève sans limitation; l'amnistie générale sans restriction... La convocation d'une Assemblée constituante nationale libre démocratique et souveraine... Un gouvernement des travailleurs...»*.

Au chapitre des meilleures conditions de vie et de travail : *«Un salaire minimum national unique... Echelle mobile des salaires, chaque fois que le coût de la vie augmente de 5 pour cent ou par réajustements trimestriels automatiques... La semaine de 40 heures sans réduction de salaires... Un contrat collectif de travail... L'extension aux travailleurs ruraux de tous les acquis des travailleurs urbains, etc.»*.

Au chapitre de la question nationale : *«La suppression des latifundia improductives et la distribution des terres aux travailleurs sans terres... Encouragement aux regroupements coopératifs... Nationalisation et étatisation de toutes les entreprises étrangères... Etatisation des entreprises d'utilité publique (transports, éducation, santé, production et distribution d'énergie)... Etatisation des grandes entreprises et des banques, des industries extractives et d'infrastructures... Contrôle populaire sur les fonds publics... Respect des particularités culturelles de chaque région et des droits de minorités raciales...»*.

Le projet présenté par la direction provisoire du PT lors

UN PARTI DES TRAVAILLEURS, UN PARTI SANS PATRONS, UN PARTI DEMOCRATIQUE

La définition politique provisoire du PT, en attendant son congrès de fondation, est résumée dans trois textes de références, qui sont sa **Charte de principes**, la **déclaration politique** adoptée lors de la réunion du 13 octobre 1979, et la **Plate-forme politique** du 10 février définissant les revendications du PT.

La Charte de principes définit clairement le PT comme *«un parti seulement des travailleurs»* dont la lutte *«pour l'autonomie et l'indépendance syndicale effective, revendication fondamentale des travailleurs, est partie intégrante de la lutte pour l'indépendance politique»*. La charte affirme que le PT *«cherche à s'emparer du pouvoir politique et à implanter un gouvernement des travailleurs basé sur les organes de représentation créés par les*

propres masses travailleuses en vue d'une démocratie directe primordiale». Il s'agirait donc d'un *«parti des travailleurs, un parti sans patrons»*, pour *«en finir avec le rapport d'exploitation de l'homme par l'homme»*, pour une société socialiste et démocratique. *«Ainsi le PT se construira en respectant le droit des minorités d'exprimer leurs points de vue. Il respectera le droit de fraction et tendance, même si les inscriptions seront exclusivement individuelles»*.

Cette définition programmatique générale fut largement confirmée par la **Déclaration politique** du 12 octobre 1979, qui précise en outre la lutte pour une Centrale unique des travailleurs, construite à partir de la base. Elle est enfin confirmée et développée par la **Plate-forme politique** adoptée

de la réunion nationale du 10 février, inspiré par un groupe de sociologues connus, était nettement plus modéré. Mais les délégués se prononcèrent en faveur d'une orientation nettement plus radicale. Aussitôt, la bourgeoisie commença à mener grand tapage en expliquant dans la presse et à la radio que Lula, homme somme toute respectable, était déjà débordé par des éléments extrémistes.

UN PARTI DE CLASSE ET DE MASSE, PAS UNE MACHINE PARLEMENTAIRE

La question est délibérément faussée. Personne au sein du PT n'a exprimé jusqu'à ce jour le projet d'un parti minoritaire de cadres. Tous les courants insistent au contraire sur la réelle opportunité de construire un parti de masse, un parti de centaines de milliers de travailleurs et paysans. La véritable ligne de division des eaux est celle du caractère de classe d'un tel parti, un parti «sans patrons», comme le soulignait sans ambiguïté la Charte de principes.

En effet, s'il s'agissait seulement de bâtir une machine électorale de masse, le PMDB, qui cristallisait les oppositions démocratiques à la dictature, toutes classes confondues, aurait pu faire l'affaire. La particularité du PT, c'est qu'il se veut un parti exclusivement de travailleurs et un parti militant. Les tenants du «parti de masse» auraient le plus grand mal à démontrer que parti de masse et parti de classe sont des notions antagoniques : tout tend à prouver au contraire que les travailleurs sont prêts à se tourner massivement vers un parti qui soit réellement le leur et où ils se sentent maîtres chez eux. Seul un parti qui ne se mette pas à la remorque d'une aile de la bourgeoisie, quelle qu'elle soit, peut défendre jusqu'au bout les intérêts des exploités. Et pour cette raison même, il est seul à même de les unir.

La défense du caractère «classiste» du PT est donc bien à l'ordre du jour. De-

Du sein même du PT, des inquiétudes similaires s'élevaient, comme celle du sociologue Francisco Weffort, qui écrivait le 22 février, dans le *Jornal do Estado de Sao Paulo* : «*Nous voulons un parti de masse démocratique. Certaines personnes veulent transformer le PT en parti de cadres. Cela illustre les divergences qui existent quant à la construction du PT*».

vant ses premiers succès, il n'est pas exclu que la bourgeoisie, faute de pouvoir l'étouffer dans l'œuf, cherche à l'investir et le dévoyer de l'intérieur. Le bruit a déjà couru que certains patrons modernes et éclairés du PMDB souhaiteraient demander leur adhésion au PT. Ce qui serait en contradiction flagrante avec tous les textes de référence du PT.

Un autre problème est posé par le ralliement au PT de certains parlementaires. Il est difficile de faire ici la part de la sincérité et du carriérisme (en ralliant le PT, des députés obscurs du PMDB se trouvent du jour au lendemain promu porte-parole de la cinquième force politique nationale). Il est sûr en revanche que la place de ces élus (six députés, un sénateur) dans le parti est déjà matière à litige.

Le congrès national du PT, prévu pour le 12 avril, a été reporté en raison de la grève des métallurgistes. Mais les modalités de délégation en avaient déjà été fixées par la direction nationale provisoire de 11 membres. Elle avait décidé à la majorité que les élus seraient invités avec droit de vote, sans avoir besoin d'être délégués, dans les congrès locaux régionaux et national. L'affaire n'est pas si anodine qu'il pourrait y paraître. Ainsi, dans l'Etat du Goias, le député Santilho a rallié avec lui au PT plus de 100 «*vareadores*» (conseillers municipaux). Avec droit de vote au congrès na-

tional, ces 100 conseillers représenteraient à eux seuls plus que les délégués de 6000 travailleurs dûment élus dans les noyaux de base. C'est le système du travaillisme britannique.

Le journal *Em Tempo* avait pleinement raison de poser à ce propos dans son éditorial la question «*Bioniques ?* ». Les sénateurs bioniques sont les sénateurs directement désignés par la dictature pour s'assurer d'une majorité confortable au Sénat. Un parti ouvrier démocratique ne saurait connaître un régime de délégués bioniques, de droit divin : si les élus ont récolté les suffrages populaires, ils doivent démontrer qu'ils sont aussi capables de récolter les suffrages des militants de leur propre parti.

Cette question doit être mise en rapport avec la situation encore contradictoire du PT. Sa direction provisoire a clairement rejeté la loi de réforme partiaire promulguée par le régime, comme un obstacle supplémentaire à la démocratisation. Cependant, la nécessité de lutter pour la légalisation du PT semble largement admise dans ses rangs. Il en résulte un double niveau de structuration.

Au niveau officiel, le PT doit se conformer au régime officiel des directoires électoraux, qui sont la structure légale de partis dont la loi veut faire de simples machines électorales. Ces comités électoraux établis à partir des listes d'électeurs ont des directions publiques de onze membres. Au niveau officieux, la structure de base effective du PT est le noyau dont la composition peut varier entre 21 et une centaine de membres : noyaux par quartiers, par professions, plus rarement par lieux de travail. Il n'est donc pas très compliqué de faire que la structure militante, officieuse soit la structure souveraine du parti et de lui subordonner la structure publique des directoires conformes aux exigences légales : il suffit, par exemple, que les directions des directoires soient contrôlées par les assemblées des noyaux régionaux.

Mais l'idée inverse s'est aussi exprimée, qui vise de fait à dissoudre la structure militante des noyaux dans la structure électorale des directoires : en acceptant, par exemple, la possibilité que puissent exister des «noyaux» de plusieurs milliers de membres. Il ne s'agirait bien évidemment, dans ce cas, pour des parlementaires ou des politiciens professionnels, que de gérer un électorat, à l'image de ce qui se passe dans les grandes formations social-démocrates.

En termes d'orientation politique, ce débat sur la définition du PT peut trouver pour l'instant trois prolongements majeurs.

Le premier à propos de la question des alliances. La possibilité existe en effet de voir l'indépendance de classe du PT admise dans le programme, mais aussitôt niée par une politique d'alliance avec la bourgeoisie d'opposition. Une contribution importante à la préparation du congrès du PT parle en effet d'un «*ample front de masse contre le régime dictatorial*». La formule est suffisamment vague pour ouvrir la voie à diverses interprétations. Il n'y aurait en effet aucune objection à engager des mobilisations concrètes pour le droit de grève, pour les droits syndicaux, pour la Constituante, avec les forces bourgeoises d'opposition. Si l'action est correcte, c'est l'essentiel.

Mais autre chose serait de négocier avec le PMDB ou le PTB un programme électoral minimum ou un «*front démocratique*» permanent. Accepter ce type d'alliances et de pactes, ce serait chasser les patrons par la porte du PT mais les laisser entrer par la fenêtre, à travers les alliances. Ce serait bafouer l'indépendance de classe aussitôt après l'avoir proclamée.

L'autre question cruciale est celle du lien entre la construction du PT et la lutte pour la centrale unique des travailleurs. Ici aussi, le risque existe que bon nombre de responsables syndicaux, qui sont à l'origine du PT, se contentent d'un parti extérieur à

l'entreprise et sans intervention dans la lutte de classe quotidienne, sans position définie sur la question de l'orientation syndicale. Une telle conception reviendrait inévitablement à terme à confiner le PT dans un rôle de machine électorale et à établir une séparation étanche entre le syndical et le politique.

Il ne s'agit certes pas de proclamer la centrale unique des travailleurs, mais de concevoir dès à présent sa construction comme un processus qui peut embrasser aussi bien les syndicats conquis par des syndicalistes combattifs, les regroupements d'opposition syndicales, ou les embryons de commissions et comités syndicaux qui peuvent surgir sur les lieux de travail. Ces réalités sont pour l'heure des plus hétérogènes. Il existe bel et bien des syndicats, et non des moindres, aux mains de syndicalistes classistes. Il existe dans certains cas exceptionnels des syndicats qui, dans les secteurs professionnels, qui se constituent, sans statut officiel, comme alternative au syn-

dicat légal corrompu. Il existe des regroupements d'opposition syndicale des plus fluctuants. Il peut exister enfin des formes résiduelles d'auto-organisation qui survivent plus ou moins aux grandes luttes dans l'entreprise.

Dans une phase ultérieure du mouvement, c'est l'ensemble de ces composantes qui peuvent être partie prenante de la lutte pour un congrès national constituant d'une centrale unique indépendante de l'appareil d'Etat. La mise sur pied de coordinations syndicales inter-professionnelles au niveau régional et national pourrait constituer le premier pas dans ce sens.

Enfin, au niveau du programme du PT, la question du démantèlement de l'appareil d'Etat (suppression de la police politique, des appareils répressifs, militaires et para-militaires, etc.) doit être posée clairement. Il serait insuffisant à ce niveau d'avancer seulement comme axe de lutte la démocratisation de l'Etat sans préciser comment cette bataille sera menée.

CONSTRUIRE LEGALEMENT LE PT, DEFENDRE EN TOUTE LIBERTE UN PROGRAMME MARXISTE REVOLUTIONNAIRE

Doter la classe ouvrière d'un parti de masse indépendant, tel est le problème qui se pose aujourd'hui aux révolutionnaires brésiliens. Il s'agit de faire un pas en avant dans la voie de l'indépendance de classe.

Dans un pays où les traditions d'organisation du mouvement ouvrier sont encore aussi faibles et fragiles, la situation est comparable à celle de la fin du siècle dernier ou du début du siècle en Europe.

Dans une lettre à la socialiste américaine, Florence Kelly, Engels écrivait le 28 décembre 1886 : «... Il est beaucoup plus important que le mouvement s'étende, progresse régulièrement, prenne racine et embrasse autant que possible le prolétariat américain tout entier, que de le voir partir et progresser dès le début sur un tracé d'une correction théoriquement parfaite... L'important est d'amener la classe ouvrière

à se mettre en mouvement comme classe; cela une fois obtenu, les gens trouveront bien vite la bonne direction et ce qui résistera sera tranquillement mis de côté avec les petites sectes. C'est pourquoi je vois dans les Chevaliers du Travail un facteur très important dans le mouvement, qui ne devrait pas être vilipendé du dehors, mais révolutionné du dedans, et je considère que beaucoup d'Allemands ont commis une grave bévue quand ils ont essayé, en face d'un puissant et glorieux mouvement qu'ils n'avaient pas créé, de faire de leur théorie importée et qui n'était pas toujours comprise, une sorte de dogme, hors duquel il n'est point de salut, en se tenant à l'écart de tout mouvement qui n'acceptait pas ce dogme... Ce que les Allemands auraient dû faire, c'est agir d'après leur propre théorie, marcher pour tout mouvement général de la classe ouvrière réel, en acceptant le point de départ de fait

comme tel et l'amener graduellement au niveau théorique en faisant ressortir comment chaque faute faite, chaque défaite subie, était une conséquence nécessaire d'erreurs d'ordre théoriques dans le programme originel. Ils auraient dû, comme le dit le Manifeste communiste, représenter dans le présent du mouvement l'avenir du mouvement. Mais, avant tout, donnez au mouvement le temps de se consolider, ne créez pas une confusion pire en forçant les gens à ingurgiter des choses qu'ils ne peuvent vraiment pas avaler présentement, mais qu'ils apprendront bientôt».

Dans une lettre à Sorge du 29 novembre 1886, Engels développait les mêmes idées : «Les Allemands n'ont décidément pas su, en partant de leur théorie, placer le levier qui aurait pu mettre en avant les masses américaines. Ils ne comprennent souvent pas la théorie eux-mêmes et il la traitent en doctrinaires, dogmatiquement, comme quelque chose qu'on doit apprendre par cœur. C'est pour eux un credo et non une mise en train pour l'action...».

Le PT surgit du bouillonnement de la jeune classe ouvrière brésilienne, avec les maladresses et les tâtonnements de l'inexpérience. Il est le produit organique de cette classe ouvrière en formation, dans des conditions autrement difficiles qu'au début du siècle : le mouvement ouvrier international est aujourd'hui divisé et de longue date, en forces et courants antagoniques, qui projettent inévitablement leur ombre sur le mouvement ouvrier brésilien et le pousseront à la division.

Cependant, l'avenir reste grand ouvert devant le Parti des Travailleurs. Il n'y a pas encore en son sein d'intérêts matériels cristallisés, de bureaucratie privilégiée, liée à l'appareil d'Etat ni aux intérêts de la bureaucratie soviétique.

Son destin dépendra dans les mois à venir, aussi bien du cours de la lutte de classe que de l'intervention consciente d'une avant-garde marxiste-révolutionnaire, capable de tirer les leçons de l'expérience.

Si la bourgeoisie parvient à mater les luttes ouvrières et à contrôler le processus électoral, elle peut renforcer les tendances internes au PT qui poussent dans le sens de sa transformation en machine électorale et parlementaire. Pour le moment, la dictature continue à barrer la voie de la légalisation pour le PT.

Si, en revanche, la classe ouvrière continue à se radicaliser face à l'austérité et à tirer les leçons de l'expérience, le PT peut jouer un rôle révolutionnaire dans la pratique.

Rien ne sert donc de tirer des plans sur la comète. L'important, c'est que le PT doit être construit loyalement, comme un parti de masse pour les travailleurs. Les militants révolutionnaires les plus conscients doivent y prendre toute leur place. Non pas y faire de l'entrisme, comme dans un parti réformiste consolidé qu'il s'agirait de détruire, mais pour le développer et le faire progresser tout en défendant ouvertement leurs idées.

Même s'il arrivait que des positions modérées l'emportent temporairement au sein du PT, cela pourrait signifier la nécessité d'une bataille ouverte en son sein, organisée ou non en courant, mais non la nécessité automatique de rupture. Au cours de son processus de construction comme parti de masse, le PT passera par des hauts et des bas. Il connaîtra des différenciations internes et des modifications de rapports de forces.

Mais seules de grandes échéances et de grands événements pourraient apporter la preuve d'une dégénérescence définitive et d'un passage à des positions réformistes consolidées.

Il ne s'agit donc pas de faire «ingurgiter» au PT, comme le disait Engels, un programme achevé, mais de construire ce programme à la lumière de la pratique. Ce qui signifie que les révolutionnaires n'ont pas à se constituer d'emblée en son sein en tendance ou fraction sur l'intégralité de leur programme, mais à défendre pas à pas ce qui fait du Parti

des Travailleurs un parti de classe : contre l'entrée des patrons dans le parti..., contre le soutien électoral à des candidats bourgeois, pour une centrale unique des travailleurs. Ils pourront mener au fur et à mesure que les problèmes se poseront, toutes les batailles nécessaires, en commun avec d'autres composantes du PT fidèles à ses principes constitutifs.

La condition de cette loyauté de tous au sein du PT, c'est que le PT respecte dans son fonctionnement, comme le prévoit sa déclaration de fondation, le droit des minorités. C'est aussi qu'il tienne compte de l'inégalité des expériences, dans un pays aussi immense que le Brésil, sur la base d'une démocratie plus fédérative que centraliste.

Des courants politiques définis participent en tant que tels à la construction du PT. Pour qu'ils puissent le faire dans la clarté, dans le respect de la démocratie du PT, sans chercher à faire passer au forcing leurs propres positions ni à se constituer en fractions occultes envenimant l'atmosphère, ces courants doivent pouvoir continuer à exister comme organisations séparées avec leur propre presse. Ils doivent pouvoir mener ainsi leurs propres campagnes sur leur programme.

La nécessité de l'existence de ces organisations au contraire de leur dilution totale dans le PT se fonde non seulement sur le fait d'avoir un programme politique, avec un caractère stratégique plus défini, mais principalement sur l'évidence que le PT est encore un parti en construction et en cours de définition programmatique et organisationnelle et qui, certainement, ne se développera pas de manière linéaire.

C'est la raison centrale pour maintenir une organisation indépendante du PT.

Il s'agit également de confronter dans la pratique l'action au sein du PT. C'est l'unique façon de vérifier son engagement dans la construction du PT, en opposition radicale avec des pratiques manœuvrières.

L'intervention et l'agitation quotidienne peuvent être développées par les noyaux du PT, en tant que tels, sans empêcher le maintien d'une presse et d'une apparition indépendante, de la part des organisations d'avant-garde parties prenantes du PT. L'existence distincte de ces organisations permettra que leurs militants ne cherchent pas à forcer le PT à reprendre leurs positions quand elles ne correspondent pas à sa pratique et à son expérience. Elle permettra de démontrer que leurs militants, qui construisent le PT dans le respect de ses règles démocratiques, ne le font pas à titre individuel, mais conformément à une position politique collective.

Ils administreront ainsi la preuve que la défense d'une conception léniniste de l'organisation n'est en rien incompatible avec le respect de la démocratie ouvrière la plus large, dans les luttes, dans les syndicats, et dans un parti ouvrier de masse.

Considérer le PT comme un cartel de forces politiques n'aboutirait qu'à le diviser verticalement et à le paralyser. C'est pourquoi les militants adhèrent individuellement au PT. Mais considérer le PT comme une unité organique et un instrument d'unification politique de la classe ouvrière, ne signifie donc pas, pour les marxistes révolutionnaires, s'y dissoudre mais être ses meilleurs constructeurs, en même temps et parce qu'ils défendent leur programme au grand jour. Car la construction d'un parti ouvrier de masse fait pleinement partie de leur programme.

LE PC MALADE DU PT

Si toutes les hypothèses demeurent ouvertes quant à l'avenir du PT, les dernières réunions importantes ont fourni une indication sur sa dynamique actuelle. La réunion nationale du 10 février a permis de vérifier le poids prépondérant des positions radicales par rapport aux positions modérées.

Le congrès national prévu pour le 12 avril a été retardé, mais certains congrès d'Etat

préparatoires au congrès national se sont tenus, qui ont confirmé les tendances constatées le 10 février. Ainsi, dans le congrès du Minas Gerais, la liste proche des positions majoritaires le 10 février l'a emporté par 75 pour cent des mandats contre 25 pour cent à la liste minoritaire.

Sur les 113 délégués de Belo Horizonte, 55 représentaient des quartiers ouvriers (métallurgistes et travailleurs du pétrole, notamment), 14 représentaient des noyaux constitués dans les banques et les administrations, 23 représentaient des noyaux de professionnels de la santé, de la presse, de l'urbanisme, et 21 représentaient l'université. Un quota particulier avait été établi pour que les étudiants puissent être parti prenante du PT, mais avec un système de sous-représentation garantissant l'hégémonie des ouvriers.

Le congrès qui s'est tenu également en avril dans le Rio Grande do Sul a confirmé ces données et adopté un projet de programme particulièrement avancé.

La réunion nationale du 10 février rassemblait les dirigeants populaires de nombreux Etats et les cadres les plus significatifs du mouvement ouvrier, les animateurs connus du mouvement paysan, la direction de l'action catholique ouvrière, représentant déjà plus de 12000 travailleurs organisés dans 18 Etats. Depuis, avec le mouvement de solidarité aux grévistes de l'ABC et avec la préparation active du congrès du PT, un bond en avant s'est à nouveau produit.

Le PT s'impose au fil des jours comme une réelle force politique nationale.

A LA VEILLE DE BATAILLES DECISIVES

Déjà le ministre de l'Economie, Delfim Neto, cherche à modifier le système de rattrapage des salaires, par modification de l'indice, pour assurer un partage entre profits et salaires plus avantageux pour le capital. Au taux de crois-

sance démographique actuel, on estime qu'il faudrait créer 1,5 million d'emplois nouveaux chaque année pour maintenir le niveau de l'emploi; ce qui supposerait une croissance annuelle de 7 pour cent. Or une enquête privée indique que les offres d'emploi auraient déjà baissé de 20 pour cent l'an passé et les économistes d'opposition affirment que le chômage de la force de travail urbaine est passé de 10 à 25 pour cent au cours des trois dernières années.

L'avenir est plus sombre encore, puisque le gouvernement prévoit de réduire cette année le taux de croissance de 6,5 pour cent à 5 pour cent. Mais le maintien des mesures économiques actuelles pourrait l'abaisser en fait aux alentours de 3 pour cent (*Economist* du 17 mai 1980).

Les gouvernants brésiliens doutent de plus en plus de leur capacité à atteindre sans encombre l'échéance électorale de 1982. Le sénateur Passarinho, dirigeant du parti gouvernemental, s'inquiète quant à la possibilité d'une «possible confrontation qui n'aiderait pas à construire une démocratie».

Le sénateur Tancrede Neves, leader du Parti populaire, considéré comme le représentant de l'industrie brésilienne privée, craint que les Brésiliens descendent dans la rue cet automne contre la récession économique.

Ces préoccupations comportent une forte dose de chantage: un appel non voilé à la responsabilité et à la docilité afin de ne pas compromettre la consolidation de l'ouverture. Le Parti communiste se montre particulièrement sensible à cet appel et disposé à collaborer de son mieux pour assurer la transition graduelle et l'institutionnalisation démocratique. Il entend prendre sa place habituelle, et subordonnée, dans l'alliance avec la bourgeoisie nationale.

A ceci près que l'apparition du PT réduit considérablement ses marges de manœuvres. En menant une politique de collaboration ouverte et en restant douillettement niché dans le PMDB, le PC ouvre un boulevard au PT qui lève seul au

grand jour le drapeau de la classe ouvrière. C'est cette contradiction qui a amené l'actuelle direction du PC à chercher à négocier la légalisation de leur Parti. En échange de leur modération, ils pourraient obtenir de la dictature une reconnaissance légale leur permettant d'occuper avant le PT le terrain électoral.

Encore faudrait-il que ce Parti communiste prenne quelque consistance sur le terrain. Une fête de lancement de son nouvel hebdomadaire officieux, *Voz de Unidade*, n'a pas rassemblé plus de 3000 personnes à Sao Paulo le 1er avril. Le PC brésilien ne se compare pas, loin s'en faut à ce que furent le PC espagnol et même le PC portugais dans la clandestinité.

Ces contradictions le conduisent déjà au déchirement. Dès les premiers jours d'avril, le dirigeant historique Carlos Prestes, a adressé une lettre ouverte aux militants les appelant à la rébellion contre le comité central et dénonçant la démarche de légalisation comme une concession inadmissible à la dictature. Cette intransigeance apparente couvre une politique droitière traditionnel-

le : au lieu de mendier sa légalisation, le PC doit tenir sagement sa place dans le PMDB, à l'étape actuelle de revendications démocratiques. Chaque chose en son temps.

Bien que la majorité du comité central soit souvent qualifiée d'eurocommuniste, les choses sont loin d'être aussi claires. Prestes affiche un stalinisme bon teint et envisage un regroupement avec l'organisation ex-guérillériste MR 8, devenue ultra-stalinienne. Mais la majorité du comité central du PC a approuvé l'intervention soviétique en Afghanistan et elle tente de lancer publicitairement ses propres vétérans, comme Gregorio Bezerra, pour faire contre poids à l'image publique de Prestes

Face à une situation économique qui ne manquera pas d'empirer dans les mois qui viennent, il semble difficile que le scénario de la libéralisation contrôlée, rêvée par le général Golbery, puisse se dérouler sans accroc.

Nul doute qu'une aile dure de l'armée pense pouvoir proclamer l'état d'exception si nécessaire pour faire face à une

montée du mouvement de masse. Cette solution rejeterait le Brésil en arrière sans apporter de solution. Il ne suffirait pas en effet à la dictature militaire de revenir à la situation de 1970. A l'époque, la répression, bien que féroce, fut sélective, parce qu'elle n'avait pas à affronter un puissant mouvement ouvrier. Aujourd'hui, elle devait être incomparablement plus massive et socialement coûteuse.

L'autre solution, déjà murmurée par des personnalités comme Tancredo Neves, serait celle d'un gouvernement d'union nationale incluant des représentants de l'opposition, du patronat et des syndicats. Cette perspective n'irait pas sans difficultés, dans la mesure où elle briserait le monopole politique de la bureaucratie militaro-technocratique et supposerait un semblant de légitimation démocratique.

Dans un cas comme dans l'autre, un PT fort et indépendant est l'arme dont les travailleurs ont un besoin urgent, pour défendre sans transiger leurs intérêts de classe, économiques et politiques. □

El Salvador

2000 morts en 6 mois

Sous couvert de réforme agraire, la répression s'accroît

Pierre SYLVAIN

Comme il fallait s'y attendre, l'annonce à grand fracas de l'«accélération de la réforme agraire» par la junte militaire-démocrate chrétienne début mai a eu pour seule application concrète la recrudescence de la répression contre le mouvement paysan.

D'après un porte-parole de l'armée (*Le Monde* du 21-5-80) «plus de cent guérilleros ont été tués» lors de combats dans le Chalatenango. D'après le nouvel archevêque de San

Salvador, deux cent quinze personnes, souvent membres d'organisations populaires, ont trouvé la mort pendant les deux premières semaines du mois de mai.

Pour les quatre premiers mois de l'année, la Commission des droits de l'Homme du Salvador a recensé 1600 personnes tuées par les forces de répression. Bilan éloquent de la junte militaire au pouvoir depuis le 15 octobre dernier avec le soutien du Parti démocrate chrétien et de l'impérialisme nord-américain: plus de 2000 assassinats en 6 mois. L'arche-

vêque Arturo Rivera y Damas annonçait, le 19 mai, qu'au moins 200 personnes, «toutes membres des organisations populaires de gauche», avaient été assassinées par les forces armées durant les deux premières semaines de l'année (*International Herald Tribune*, 20 mai 1980). Le 21 mai, des fascistes attaquaient le journal *El Independiente* et tuèrent un journaliste; trente-deux personnes — militants d'extrême-gauche et paysans — sont assassinés les 20 et 21 mai (*International Herald Tribune*, 22 mai 1980). Alors que la répression

gouvernementale atteint des sommets inégalés depuis l'écrasement dans le sang, en 1932, de l'insurrection organisée par le tout jeune Parti communiste, tout est fait à l'échelle internationale pour affubler ce régime

d'une image progressiste et démocratique.

L'objectif que poursuit ainsi l'impérialisme vise à éviter que l'aggravation de la crise de la dictature militaire sous la formidable poussée des luttes

de masse, ne précipite son isolement à l'échelle internationale et rende plus délicate une intervention militaire directe face à une insurrection populaire. Les USA veulent à tout prix éviter une réédition du cuisant échec essuyé avec la victoire sandiniste il y a moins d'un an.

C'est ce qui avait conduit à écarter le dictateur Romero du pouvoir le 15 octobre dernier. Le gouvernement formé alors, avec le soutien du PC qui se voyait confier le Ministère du travail, promettait une série de réformes qui n'ont pas vu le jour. Après son éclatement fin décembre, un nouveau gouvernement est formé avec la participation du seul Parti démocrate-chrétien, qui prétend avoir obtenu des militaires que les réformes annoncées seront sérieusement entreprises.

Alors que des secteurs décisifs de l'oligarchie financière maintiennent leur opposition, le secteur bancaire est nationalisé. De même est nationalisé le commerce extérieur des principaux produits d'exportation (café, coton, et sucre). Là encore, bien que leurs intérêts fondamentaux ne soient pas sérieusement lésés, les secteurs dominants de l'oligarchie agro-exportatrice, les fameuses «14 familles», maintiennent leur opposition à ses mesures.

Le problème pour les classes dominantes et l'impérialisme est d'apprécier dans quelle mesure ils peuvent par cette politique désarmer la combativité explosive du mouvement de masse, pour créer une situation plus favorable à l'écrasement de sont avant-garde. Les dissensions au sein des classes dominantes portent en fait sur le choix du moment et des conditions les plus favorables au déclenchement d'une épreuve de force rendue inévitable.

Le haut commandement de l'armée connaît les mêmes divisions. Dans sa majorité, il est aux mains des partisans du dictateur déchu, le général Romero. Le courant représenté par la «jeunesse militaire», à l'origine du coup d'Etat du 15 octobre dernier, n'a pas les moyens d'une politique indé-

ORGANIGRAMME DES PRINCIPALES ORGANISATIONS OUVRIERES ET PAYSANNES

Organisations politocommilitaires	Date de création	Organisations de masse correspondantes	Date de création
FPL «Farabundo Marti Fuerzas Populares de Liberacion «Farabundo Marti»)	1970	BPR Bloque Popular Revolucionario (Bloc populaire révolutionnaire)	1975
ERP - PRS Ejercito Revolucionario del Pueblo - Partido de la Revolucion Salvadoreña (Armée révolutionnaire du peuple - Parti de la révolution salvadorienne)	1971	LP 28 Ligas Populares 28 de Febrero (Ligues populaires 28 février)	1977
FARN Fuerzas Armadas de la Resistencia Nacional (Forces armées de la résistance nationale)	1975	FAPU Frente de Accion Popular Unificado (Front d'action populaire unifié)	1974
PRTC Partido Revolucionario de los Trabajadores Centro-Americanos (Parti révolutionnaire des travailleurs d'Amérique centrale)	1979	MLP Movimiento de Liberacion Popular (Mouvement de libération populaire)	1979

Le PCS (Partido Comunista Salvadoreño - Parti communiste du Salvador) dirige une organisation légale, l'UDN (Union Democratica Nacionalista - Union démocratique nationaliste).

Le CRM (Coordinadora Revolucionaria de Masas - Coordination révolutionnaire de masse) regroupe le BPR, les LP 28, le FAPU et l'UDN. Elle a été créée le 11-1-80.

La principale organisation de masse des petits paysans et ouvriers agricoles, la FTC (Federacion de Trabajadores del Campo - Fédération des travailleurs agricoles) est membre du BPR.

Les principaux syndicats ouvriers sont regroupés dans la CUTS (Confederacion Unitaria de Trabajadores Salvadoreños - Confédération unitaire des travailleurs du Salvador) dirigée par le PCS, la FENESTRAS (Federacion Nacional Sindical de Trabajadores Salvadoreños - Fédération nationale syndicale des travailleurs du Salvador), dirigée par le FAPU, et la FSR (Federacion Sindical Revolucionaria - Fédération syndicale révolutionnaire) dirigée par le BPR.

Le syndicat enseignant ANDES (Asociacion Nacional de Educadores Salvadoreños - Association nationale des enseignants du Salvador) est membre du BPR.

La principale organisation étudiante AGEUS (Asociacion General de Estudiantes Universitarios Salvadoreños - Association générale des étudiants du Salvador) est dirigée par le BPR.

Toutes ces organisations se sont regroupées le 18-4-80 dans le FDR (Frente Democratico Revolucionario - Front démocratique révolutionnaire) sous la direction de la CRM et sur la base de son programme de gouvernement adopté en mars 80. Le FDR regroupe aussi des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises comme le MSC (Movimiento Social Cristiano - Mouvement social-chrétien, ex-«Tendance populaire» du Parti démocrate-chrétien) et le MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario - Mouvement nationaliste révolutionnaire, membre depuis peu de l'Internationale socialiste).

pendante. Les récents événements l'ont encore montré. L'arrestation du commandant d'Aubuisson et de plusieurs autres officiers d'extrême-droite les 1 et 2 mai derniers, sur l'ordre du colonel Majano, membre de la junte et porte-parole du mouvement des «jeunes officiers», a tourné court. Ils ont été libérés dès le 13 mai, et si le colonel Majano reste membre de la junte, il est remplacé par le colonel Gutierrez au commandement général des forces armées.

Les prétentions réformistes affichées par le colonel Majano sont plus justement appréciées quand on connaît quelques points clés de sa carrière militaires, sous le haut patronage du Pentagone. C'est ainsi qu'il est passé par l'«Ecole militaire des Amériques» installée dans la zone du canal de Panama, et qu'il a participé en 1978 au «31e cours spécial» de Yuang Peng, en Chine nationaliste.

Derrière ces affrontements apparaît aussi la volonté de réduire au plus tôt les secteurs qui, parmi les officiers, hésitent à s'engager dans une répression qualitativement supérieure et craignent la révolte des soldats, sensibilisés par le travail suivi que font dans leurs

rangs les organisations révolutionnaires. C'est ce qui a conduit l'Etat-major à réduire au silence l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero, qui avait appelé les soldats à désobéir aux ordres de tuer leurs frères ouvriers et paysans.

La normalisation dans l'armée et l'aggravation de la répression dans les campagnes montrent que la situation s'est encore tendue ces dernières semaines. Les organisations révolutionnaires pourraient lancer prochainement une offensive généralisée. Toutes les difficultés ne sont certes pas résolues: l'unité réalisée en janvier avec la création de la Coordination révolutionnaire de masse ne s'est pas encore traduite par la formation d'organismes unitaires de base dans les campagnes, les entreprises, les quartiers populaires. Et la coordination des organisations politico-militaires semble encore limitée, notamment par le fait que l'ERP, qui en avait été écartée au départ, n'y est pas encore réellement intégrée.

Mais la situation hautement explosive que connaît ce pays depuis plusieurs mois ne peut pas se prolonger bien longtemps: elle ne pourra que se dénouer par une épreuve de

forces. L'impérialisme et les classes dominantes la préparent à marche forcée. Les livraisons d'armes sophistiquées en provenance des USA se poursuivent. Une aide militaires spéciale de 6 millions de dollars a été récemment décidée par Washington (*Le Monde* du 2-5-80). Au Guatemala, une armée de 5000 mercenaires, ex-gardes nationaux somozistes, contre-révolutionnaires cubains ou vietnamiens, est entraînée sur les propriétés d'un grand terrateniente, Sandoval Alarcon.

Dans cette situation, le développement de la solidarité internationale avec les masses salvadoriennes revêt une grande importance. Solidarité contre l'état de siège et l'aggravation de la répression, contre l'intervention de plus en plus active de l'impérialisme et les menaces d'intervention militaire directe. Cette solidarité doit aussi s'exprimer dans un soutien aux organisations qui, dans le cadre de la Coordination révolutionnaire de masse, dirigent la lutte des ouvriers et paysans du Salvador pour renverser la dictature militaire par la grève générale et l'insurrection populaire. □

Oscar Salazar («Ruben»)

Dans les jours qui ont précédé le 1er mai, la dictature militaire chilienne a lancé une nouvelle vague de répression préventive. Contrôles policiers, «ratissages», fouilles de véhicules, arrestations massives: c'est au cours de ces opérations, le 28 avril, qu'un militant de la Ligue communiste chilienne, membre de son Comité central, Oscar Salazar a été tué, par les sbires de la police politique, la DINA-CNI.

La presse de la dictature a tenté de couvrir les responsabilités de ce crime en évoquant un «affrontement» et en accusant le camarade Oscar Salazar, «Ruben», d'être le responsable des actions terroristes qui ont secoué le Chili à cette période.



Kyoji Nishi - 1926-1980 -

Un des fondateurs du mouvement trotskyste japonais

Kyoji Nishi, membre de la Ligue communiste révolutionnaire, section japonaise de la IVe Internationale, est décédé le 29 avril dernier, d'un cancer de la vésicule biliaire. Il était âgé de 53 ans.

Nishi rejoignit le Parti communiste japonais lorsqu'il fut reconstitué après la Seconde Guerre mondiale. Il fut l'un des fondateurs de la cellule du PCJ de l'Université de Kyoto en 1946.

Le PCJ développe rapidement son influence dans la classe ouvrière, ayant été le seul parti politique à ne pas capituler devant le système impérial au cours de la guerre. Il devint rapidement la force majoritaire dans le mouvement ouvrier. Mais le PCJ ne fut pas en mesure de mettre à profit cette situation favorable. Il explique que l'armée d'occupation américaine était une «armée de libération». Cette politique criminelle désarma la classe ouvrière. Après le début de la guerre froide, lorsque les forces d'occupation américaines commencèrent à réprimer le PCJ et le mouvement ouvrier, le parti perdit nombre de ses militants. La majorité de la direction changea brutalement de politique et prit une série de mesures tactiques ultra-gauches après cette défaite.

Dans la première moitié des années 50, le PCJ scissionna en deux fractions publiques à cause de ce tournant. Nishi appartenait à la fraction minoritaire qui critiquait cette tactique ultra-gauche et fut de ce fait expulsé du parti par fraction majoritaire.

Quand les deux fractions parvinrent à un compromis pour refusionner en 1955, Nishi put réadhérer au PCJ.

Il fit bientôt parti du Comité départemental du PCJ de Kyoto.

Dans la seconde moitié des années 50, le PCJ ne parvint pas à constituer un appareil bureaucratique solide et à consolider son monolithisme idéologique. La direction centrale perdit son prestige auprès des militants de base, après l'échec des opérations ultra-gauches et la scission. La révolution hongroise de 1956 a porté un énorme coup politique à la direction du PCJ. Dans ce contexte, le mouvement militant des *Zengakuren* (mouvement du syndicat national étudiant) développa un mouvement de masse anti-impérialiste contre l'impérialisme américain et japonais. Il s'opposa ensuite à la direction du PCJ qui refusait de voir le mouvement étudiant se développer indépendamment du PCJ et intervenir dans les affaires politiques, alors même que la direction du *Zengakuren* était entièrement constituée de militants étudiants du PCJ.

Jusqu'à ce moment-là, il n'avait jamais existé d'organisation trotskyste au Japon. Seuls un petit nombre d'articles de Trotsky avaient été traduits alors en japonais. Mais la situation ainsi ouverte créa des conditions favorables pour un débat programmatique au sein du PCJ et partant pour la formation du mouvement trotskyste japonais.

Vers 1956, plusieurs petits groupes trotskystes naquirent au Japon. Ils fusionnèrent pour former la section japonaise de la IVe Internationale en janvier 1957. Nishi, après avoir lu des articles de Trotsky, fut gagné au trotskysme et rejoignit la LCRJ au début de 1957. Dès lors, il commença d'organiser le combat politique d'un point de vue trotskyste au sein du PCJ. Il écrivit un article intitulé «Pour

le programme léniniste» qui critiquait le projet de nouveau programme du parti.

Dans cet article, il défendait la stratégie de la révolution mondiale contre la politique de coexistence pacifique et contre la théorie du socialisme dans un seul pays. Il défendait le principe de la révolution violente basée sur des organes de type soviétique contre la voie pacifique et parlementariste. Il défendit aussi le principe de la révolution socialiste contre la théorie de la révolution par étape.

Cet article exerça une influence importante, particulièrement auprès des militants étudiants qui commençaient à remettre le stalinisme en cause.

Au début la direction centrale du PCJ publia l'article de Nishi dans son bulletin de discussion intérieur. Puis ils se ravisèrent, bloquèrent la parution et suspendirent Nishi de son appartenance au Parti.

En 1958, après avoir lancé une campagne anti-trotskyste massive qui visait Nishi et la direction des *Zengakuren*, le PCJ expulsa Nishi et la majorité de la direction des *Zengakuren*.

Un nombre important de militants étudiants étaient déjà influencés par le trotskysme.

En fait, lorsque le 13ème congrès national du *Zengakuren* se déroule en décembre 1958, la LCRJ obtient la majorité dans la direction.

Nishi lança également une importante campagne idéologique contre les courants centristes qui se développèrent dans le mouvement étudiant. A cette époque, certains étudiants développèrent des positions à la fois spontanéistes et sectaires, expliquant que l'URSS était un régime capitaliste d'Etat. Nishi organisa la lutte politique contre la Ligue communiste qui se forma sur ces positions.

Ainsi le camarade Nishi joua un rôle important dans la formation du mouvement trotskyste japonais.

Il poursuivit le combat trotskyste, comme militant de la LCRJ jusqu'à sa mort. □